

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE
Shinh-En-Lu



Page A18



Simon Whitfield:
l'or du triathlon

Page B7

La pharmacie
familiale

Page A13



LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | DEPUIS 1884 | MONTRÉAL | DIMANCHE 17 SEPTEMBRE 2000 | 116^e ANNÉE > NO 324 > 60 PAGES > 4 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

MARIAGE PRINCIER DE CAROLINE MULRONEY



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©
Les nouveaux mariés, Caroline Mulroney et Andrew P. Lapham, étaient radieux lorsqu'ils ont franchi le seuil de l'église Saint-Léon de Westmount, hier, sous le regard de nombreux invités et curieux.

Le gotha politique et financier y était

PASCALE BRETON

LA MARIÉE a fait son entrée dans l'église Saint-Léon de Westmount avec quelques minutes de retard, mais les nombreux curieux réunis sur le parvis de l'église et le trottoir ont à peine remarqué ce détail, éblouis par son éclat et celui de son célèbre père.

Caroline Mulroney, vêtue d'une robe bustier dessinée par Serge et Réal Couture, un long voile de tulle recouvrant sa chevelure brune, est apparue resplendissante et souriante au bras de son père, Brian Mulroney, qui a reçu presque autant d'applaudissements que son unique fille. Quelques minutes auparavant, Mila Mulroney, élégamment vêtue d'une robe légère de couleur pêche et d'un châle fluide

aux accents de marron, les avaient précédés, accompagnée de l'aîné de ses garçons.

Peu de temps après l'arrivée de Lewis Lapham, père du marié et éditeur du magazine

Voir MARIAGE en A2

Autres informations en page A3



PIERRE FOGLIA
À SYDNEY



Le mauvais
jour

Il y a des jours comme ça où on ne devrait pas sortir de chez soi, de ces jours pourris où rien ne va, des jours pas faits pour le sport. Ainsi ce samedi d'ouverture des Jeux pour Alexandre Jeltkov. Il ne pourra même pas dire qu'il est tombé comme Carol Montgomery au triathlon. Deux petites fautes — un « lâcher de prise » laborieux et une réception hésitante — pas vraiment une mauvaise routine, juste une routine ordinaire et Alexandre Jeltkov était sorti des Jeux, bonjour, merci, vous reviendrez dans quatre ans.

Juste avant Alexandre avait complètement raté son exercice au sol, mais ça c'était pour se réchauffer. C'est la barre fixe son affaire. Vice-champion du monde et un des meneurs de la Coupe du monde.

Chaque fois qu'on m'a demandé d'évaluer les chances des athlètes du Québec aux Jeux, chaque fois j'ai dit : « N'oubliez pas Jeltkov. Jeltkov représente une médaille plus sûre que Surin ou que Gill, ou Montminy. Jeltkov c'est le même acier que Caroline Brunet ».

La gymnastique est moins affaire de hasard que les autres sports. En gymnastique on sait qu'il est des choses qui n'arriveront pas. Comme hier par exemple, il n'était pas question que Jeltkov ne se classe pas dans les huit premiers. Ce ne devait être qu'une formalité. Une simple ronde de qualification. Il ne s'agissait que de bien exécuter une routine prudente. Pas de moutarde pour impressionner les juges. Le train-train de son entraînement quotidien au centre Immaculée-Conception. Un 9,72, Sasha se serait frotté les mains pour en faire tomber la poudre de magnésium et serait parti se promener dans Sydney avec ses parents arrivés la veille. Les juges lui ont donné 9,662. Serge Castonguay, son entraîneur, les a trouvés un peu sévères, mais il se dépêchait d'ajouter : « Même avec le 9,68 qu'il méritait, Sasha ne serait pas entré dans les huit premiers. »

S'il était tombé au moins. Cassé quelque chose. Rien. Le pire en gymnastique, sport de perfection, c'est d'être moyen. Pour être moyen on fait dentiste, plombier, journaliste, coureur cycliste même, finir 24^e dans le peloton, c'est bien. On ne fait pas de la gymnastique pour finir dans le peloton mais pour être seul sur sa planète.

Il y a des jours comme ça où on ne devrait pas sortir de chez soi que pour aller au cinéma et faire la queue avec les autres.

Faut-il partager Jérusalem?

LA PRESSE
À JÉRUSALEM



franchissables séparent aussi les deux communautés, comme a pu le constater La Presse lors d'un récent séjour dans la Ville Sainte. La deuxième tranche de la série de reportages d'Agnès Gruda.

Voir nos informations en A9

Faut-il partager Jérusalem? Les divisions sont pourtant déjà là, comme le constatent quotidiennement la vaste majorité de ses habitants. Les frontières les plus flagrantes sont géographiques: les quartiers arabes et les quartiers juifs sont voisins mais ne se mêlent pas. Des frontières économiques et politiques in-

Salut Jean-V.

Le journaliste Jean-V. Dufresne
s'éteint à 70 ans

MARTINE ROUX

JEAN-V. Dufresne, journaliste au long cours et à la plume mémorable, est mort hier matin à Montréal à la suite de complications liées à l'emphysème.

Le reporter de 70 ans avait subi récemment une intervention chirurgicale pour un cancer de la prostate. « On ne s'attendait pas à ce que l'emphysème l'emporte si subitement », a déclaré, ému,

son ami Michel Roy, président du Conseil de presse du Québec.

Journaliste autodidacte, il avait fait ses débuts à La Patrie dans les années 50. Sa carrière avait par la suite emprunté divers trajets : « Jean-V. » a notamment laissé sa griffe à La Presse, au Devoir, à Radio-Canada, au Montreal Star, au Montréal-Matin, au maga-

Voir SALUT en A2

Le rock sans sexe ni drogue

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Grosse semaine musicale à New York. Mardi dernier, sur la pelouse de Central Park, concert de Sting, ce champion de l'Amazonie et de la pop pour Yuppie. Le lendemain, sur les écrans de la ville, sortie du nouveau film de Cameron Crowe, Almost Famous, un regard attendri sur la scène rock des années 1970. Dieu que ça fait vieillir.

Almost Famous, qui prendra l'affiche à Montréal le 22 septembre, est un petit bijou signé par un des rares Américains à pratiquer le cinéma d'auteur. Cameron écrit et réalise chacun de ses films, mettant sur l'écran ses expériences, ses idées, ses sentiments. Dans son plus grand succès, Jerry Maguire (1996), il raconte l'histoire d'un jeune homme abandonné par ses amis et collègues, un sort qui lui a été réservé. Dans la scène clé du film, on voit Tom Cruise dans sa



LA PRESSE À NEW YORK

voiture, cherchant à la radio la chanson reflétant le mieux l'état de son âme écorchée. Il tombe éventuellement sur Free Fallin', du rocker Tom Petty. En chute libre.

Dans Say Anything (1989), l'alter ego de Cameron (John Cusack) perd sa virginité en écoutant In Your Eyes, de Peter Gabriel. Dans Singles (1992), il abandonne ses inhibitions d'adulte en écoutant Rikki Don't Loose That Number, de Steely Dan.

Le rock est omniprésent dans l'oeuvre de Cameron. Almost Famous explique pourquoi.

Âgé de 43 ans, Cameron Crowe est considéré comme un prodige depuis longtemps. À 15 ans, d'une rare précocité, il était déjà journaliste pour Rolling Stone, la bible du rock, qui jouissait d'une profonde influence sur les goûts de l'époque. Au cours des huit années suivantes,

il écrivit des portraits de Led Zepelin, Eric Clapton, David Bowie, Neil Young et autres demi-dieux des années 1970.

Crowe a vécu une adolescence à peine croyable. Pendant que d'autres faisaient péter leurs boutons, il décrochait des interviews exclusives avec l'énigmatique guitariste de Led Zeppelin, Jimmy Page. Avec sa bouille innocente, personne ne lui résistait.

Almost Famous est un rappel de cette adolescence, de cette époque. Crowe nous présente sa famille : sa soeur rebelle et surtout sa mère excentrique, interprétée par l'excellente Frances McDormand. Quand McDormand conduit son fils à son premier concert rock, elle lui crie par la fenêtre de sa voiture : « Ne prends pas de drogue ! »

Le plus extraordinaire, c'est que l'alter ego de Crowe dans Almost Famous, William Miller, n'est jamais tenté par les paradis artificiels, pas même dans l'entourage des rockers et des groupies. William, joué avec

charme par un parfait inconnu, Patrick Fugit, a toujours le regard clair, démontrant plus de maturité que ses idoles.

À 15 ans, William reçoit une assignation rêvée du rédacteur en chef du Rolling Stone, qui est impressionné par ses articles publiés dans les pages d'un magazine rival, Creem. Il doit suivre la tournée du groupe Stillwater (un amalgame de plusieurs bands des années 1970). Il se lie d'amitié avec les musiciens ; il tombe en amour avec une groupie, jouée par la fille de Goldie Hawn, Kate Hudson — une révélation ; il découvre les splendeurs et les misères du rock & roll.

Almost Famous traite du sexe et de la drogue, mais de manière allusive ou comique, à l'exception peut-être d'une scène d'overdose qui finit bien. Dans le film, un personnage secondaire fait la différence

Voir LE ROCK en A2



AUJOURD'HUI
DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C6 à C10	Le monde	A10
- horaire spectacles	C7	Loteries	A2, C17
- horaire télévision	C6	Opinions	A17
- livres	C1 à C5	Petites annonces	
Bandes dessinées	C12	- immobilier	C13, C14
Décès	C16	- marchandises	C14
Éditorial	A16	- emplois	C14
Êtes-vous observateur	C13	- automobile	C14 à C16
Génies en herbe	C10	- affaires	C16
Feuilleton	C12	Politique	A7
Horoscope	C15	Mots croisés	C12, S10
Laporté Stéphane	A5	Mot mystère	C16
La presse d'ailleurs	A11	Sciences	A13 à A15
Le bridge	C17	Têtes d'affiche	C11



MÉTÉO
Nuageux avec averses
Max. 17, min. 9



6 21924 98765 1

1
3
6

ACTUALITÉS

Un mariage digne d'un conte de fées

PASCALE BRETON

Après s'être mariés hier dans la belle église Saint-Léon à Westmount, dans un décor des plus romantiques, Caroline Mulroney et Andrew Lapham avaient convié leurs 420 invités à une soirée qui promettait d'être grandiose, à la salle de bal Windsor.

Les moindres détails du mariage ont été prévus, du secret entourant l'événement à la liste de mariage, déposée chez Ogilvy à Montréal et Neiman-Marcus, à New York. Les personnalités du milieu des communications et de la politique autant canadienne qu'américaine avaient été conviées à cet événement considéré comme le mariage de l'année. Le père de Caroline, l'ancien premier ministre du Canada Brian Mulroney, ainsi que le père du marié, Lewis Lapham, éditeur du magazine américain *Harper's*, connaissent tous deux une grande popularité auprès du public. Leurs enfants, qui ont grandi dans ce milieu, sont aussi connus de la population.

Âgée de 26 ans, Caroline Mulroney a rencontré son époux Andrew P. Lapham il y a quelques années à

New York. Tous deux travaillaient alors à Wall Street. Diplômée de Harvard, Caroline Mulroney termine maintenant sa troisième année de droit à l'Université de New York tandis que son mari, âgé de 28 ans, a travaillé quelques années dans une importante banque et a lancé récemment son entreprise sur Internet.

Leur mariage, qui s'est déroulé à Montréal, où a vécu Caroline Mulroney, a fait accourir la foule hier soir. La reine Noor de Jordanie et l'ancien président américain George Bush ont été parmi les personnalités les plus chaleureusement accueillies par les curieux réunis aux abords de l'église.

Les festivités entourant le mariage auront duré deux jours. Après un cocktail dans l'après-midi, auquel ont pris part plusieurs invités, le cortège s'est dirigé vers l'église Saint-Léon où la cérémonie nuptiale a débuté vers 18h50. Un savoureux repas a été par la suite servi aux convives à la salle de bal Windsor. Près de 250 invités sont aussi conviés ce matin à un brunch qui se déroule cette fois à l'hôtel Ritz-Carlton. La terrine de canard, plusieurs variétés de fromages et de somptueux desserts, tels le gâteau au fromage et les gâteaux de sucre, sont à l'honneur.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Précédant la future mariée de quelques minutes hier à l'église Saint-Léon de Westmount, l'ancien président des États-Unis, George Bush, et son épouse Barbara ont été chaleureusement applaudis par une foule de curieux réunis aux abords de l'église.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Le chef du Parti progressiste-conservateur Joe Clark et son épouse Maureen McTeer étaient au nombre des 420 invités au mariage de la fille de l'ancien chef conservateur Brian Mulroney.

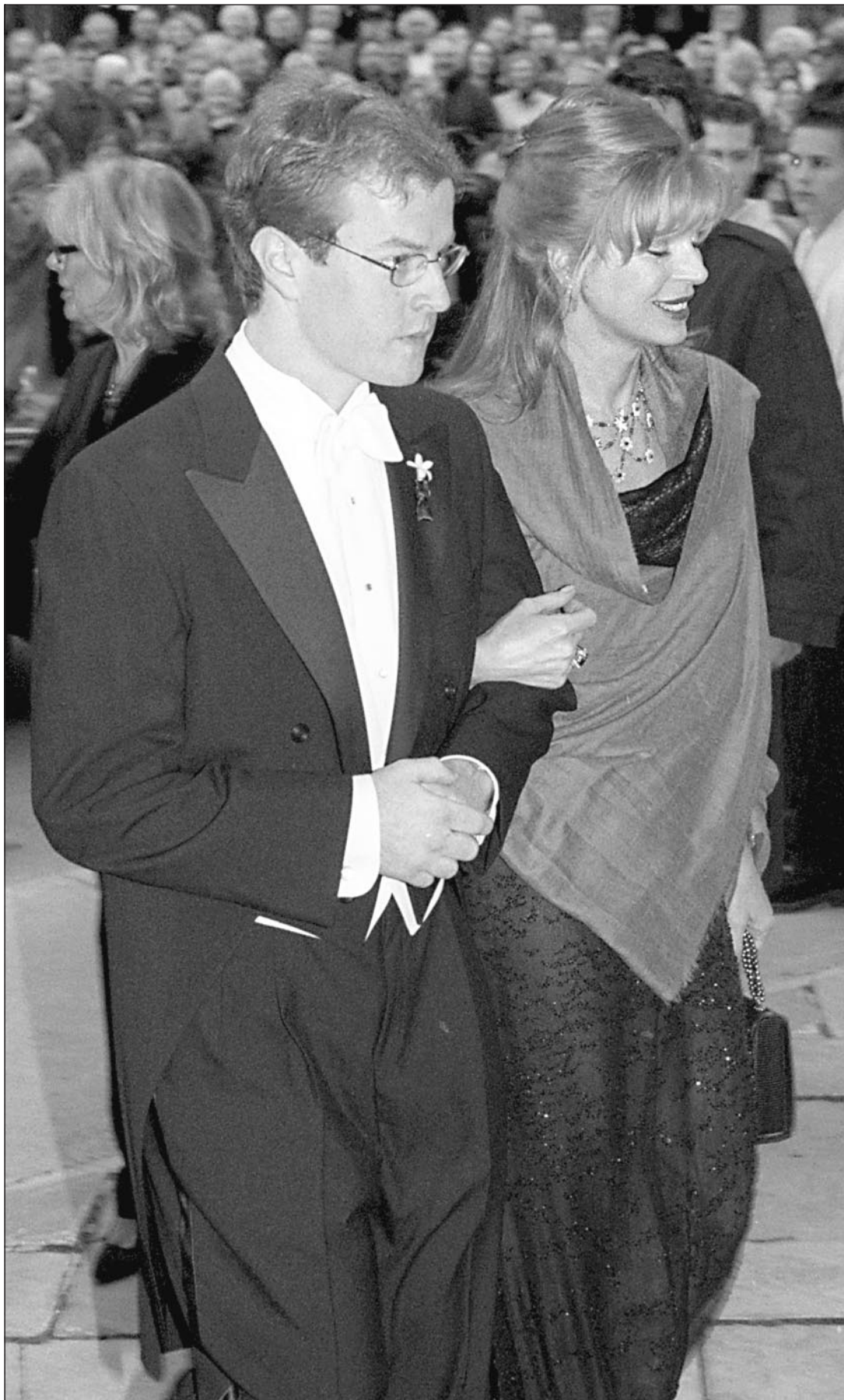


Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Guidée par un placier, la reine Noor de Jordanie a franchi les quelques pas la menant à l'église, où elle assistait hier au mariage de Caroline Mulroney et de Andrew P. Lapham.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Plus de 420 invités avaient été conviés hier au mariage de Caroline Mulroney et Andrew Lapham. Parmi eux, on retrouvait Paul Desmarais Sr, grand patron de Power Corporation, accompagné de son épouse, Jacqueline.



Photos ROBERT SKINNER, La Presse ©

C'est avec une grande fierté et un plaisir évident que l'ancien premier ministre du Canada, Brian Mulroney a guidé son unique fille Caroline vers l'autel hier soir. Ci-haut, Jean Charest, chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, accompagné de son épouse Michèle Dionne, a pris quelques minutes avant d'entrer dans l'église pour parler aux médias de la mariée qu'il a qualifiée de « jeune femme très brillante. »

ACTIVITÉS FAMILIALES, SIGNÉES Biodôme

Carnard branchu et ses petits

Renseignements: (514) 868-3000



Ville de Montréal

BIODÔME
DE MONTRÉAL


EN BREF

Michel Auger

Le journaliste Michel Auger, victime d'une tentative de meurtre la semaine dernière, était toujours hospitalisé hier aux soins intensifs, mais devait être transféré dans une chambre aujourd'hui, les médecins préférant le garder jusqu'à ce matin sous observation constante. Son état de santé s'améliore et il est heureux de s'en être tiré. M. Auger a besoin de beaucoup de repos après les deux interventions chirurgicales qu'il a subies.

Descente de police

Une quinzaine de personnes ont été arrêtées lors d'une descente policière dans la nuit de vendredi à samedi, au bar Le Platinum, 1220, rue Crescent, à Montréal. Une centaine de policiers de la CUM ont fait irruption dans le bar vers 2 h. Les agents sont intervenus en grand nombre, ayant reçu une information précisant que des hommes armés étaient à l'intérieur où se trouvaient une centaine de personnes. Des accusations de trafic de stupéfiants, de bris de condition ou d'entrave au travail des policiers seront portées contre les personnes arrêtées. De petites quantités de crack et de marijuana ont été saisies. Le Platinum était connu comme un lieu de rencontre pour des membres du gang de rue Crackdown Posse.

Panne de métro

Le service sur la ligne orange et et la ligne bleue du métro de Montréal a été interrompu durant une dizaine de minutes, hier après-midi, à la suite de la rupture d'un câble. Les réparations ont été rapidement effectuées et le service aux usagers a pu reprendre sans causer trop de retard aux voyageurs.

Avis d'ébullition d'eau

Les Montréalais qui habitent le territoire délimité par les rues Davidson, le boulevard Pie-IX, la rue La-fontaine et le fleuve Saint-Laurent doivent faire bouillir leur eau pendant cinq minutes avant de la consommer. La Ville de Montréal a émis hier cet avis aux résidents après avoir détecté un problème de qualité d'eau dans le réseau.

Concert au cimetière

Pour la première fois en 148 années d'histoire, le cimetière du mont Royal se transformera aujourd'hui en salle de concert. Fondée en 1989, la chorale de l'Église unie est composée d'une cinquantaine de voix qui ont accompagné en spectacle des vedettes comme Paul Anka, Michael Bolton, Chris De Burgh et Oscar Peterson. La chorale s'est aussi produite lors de la visite de Nelson Mandela en 1990. Le concert sera donné sous une grande tente installée à l'entrée principale du cimetière sur le chemin de la Forêt à Outremont. L'entrée est gratuite, mais les organisateurs accepteront des dons qui seront remis à l'organisme Dans la rue pour venir en aide aux jeunes.

Création de la Société communautaire lavalloise d'emprunt

Donner des ailes aux laissés-pour-compte

MARTINE ROUX

Il faut au moins trois choses pour se lancer en affaires : du flair, de la volonté... et du fric. Un nouvel organisme, la Société communautaire lavalloise d'emprunt (SO-CLE), veut soutenir ceux qui n'ont pas les moyens de leurs ambitions.

Fruit du travail acharné d'un petit groupe de bénévoles lavallois déterminés à lutter contre la pauvreté, SOCLE évaluera dès octobre les dossiers de ses premiers « clients ». Son but : donner des ailes aux laissés-pour-compte de la nouvelle économie. De la garderie familiale au logiciel innovateur, tout projet économiquement viable — accompagné d'un plan d'affaires et d'une étude de marché — pourra bénéficier de sa générosité.

N'emprunte pas qui veut. D'abord, la clientèle visée par SO-CLE est lavalloise et compte tenir boutique dans cette municipalité. Mais elle est surtout démunie, explique le président de l'organisme, Matthieu Lamarche.

« Nous voulons aider les gens qui vivent dans la misère et qui veulent s'en sortir. Il peut s'agir de mères monoparentales, de jeunes sans emploi, de personnes immigrées, d'assistés sociaux. Tous ceux qui n'ont pas accès au crédit parce qu'ils ne sont pas écoutés lorsqu'ils se présentent à la banque. »

L'idée a germé parmi les bénévoles de l'Unité pastorale de Pont-Viau, un regroupement de quatre paroisses d'un quartier figurant parmi les plus défavorisés de l'île Jésus. « Pour notre groupe, le crédit communautaire est un moyen de mettre nos convictions chrétiennes en pratique », poursuit l'ingénieur industriel. SOCLE est toutefois un organisme non confessionnel, insiste-t-il.

À l'oeuvre depuis plus d'un an, les cinq membres du conseil d'ad-

ministration, — dont deux comptables, un prêtre et un administrateur, aidés d'une poignée d'autres bénévoles —, ont déjà amassé plus de 45 000 \$ sous forme de dons ou de prêts. De simples citoyens, des entreprises privées, des organismes religieux et une fondation ont notamment contribué à garnir les coffres. SOCLE pourra pour l'instant prêter jusqu'à 5000 \$ aux entreprises naissantes.

« L'argent avancé reste un prêt, non un don, ajoute Matthieu Lamarche. Il faut que les emprunteurs réalisent que c'est sérieux. Si l'entreprise se développe et a besoin de nouveaux capitaux, nous accompagnerons les dirigeants à la banque pour appuyer leur candidature. »

SOCLE a puisé son inspiration auprès de l'Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM), qui a donné un coup de pouce à une centaine d'entrepreneurs depuis 1989.

Certains de ses protégés — entreprises, organismes sans but lucratif et coopératives — sont devenus de véritables *success stories*, se

réjouit Abdoulaye Yoh, conseiller aux entreprises à l'ACEM. « C'est le cas de Bummies, une entreprise spécialisée dans les couches de coton : lancée par des mères monoparentales, son chiffre d'affaires atteint aujourd'hui plusieurs millions ! On ne prête pas seulement de l'argent, on aide aussi ces organismes à prendre de l'expansion. »

La formule a fait ses preuves : 95 % des organismes qu'a soutenus l'ACEM ont remboursé ou remboursent actuellement les sommes avancées, précise-t-il.

Tout comme son modèle montréalais, SOCLE parrainera aussi les activités de la nouvelle entreprise. « Avant de fonder le commerce, l'entrepreneur devra suivre une formation de base donnée par des bénévoles qui ont une certaine expérience en gestion des affaires. Par la suite, nous le soutiendrons et nous ferons un suivi serré afin d'assurer le succès de l'entreprise. Pour ce faire, nous avons besoin de bénévoles... » Avis aux intéressés !

Lutte contre les motards

Ottawa suggère de mettre la pédale douce

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

SAINTE-FOY— Ottawa ne veut agir avec précipitation pour modifier le Code criminel afin de faciliter la lutte contre les bandes criminelles.

« Il ne faut pas se précipiter pour agir de façon qui serait contre-productive, simplement parce qu'on agit sur le coup de l'émotion », a déclaré samedi le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, lors d'un colloque des jeunes libéraux du Canada, à Sainte-Foy.

Le lendemain où les gouvernements du Québec et de l'Ontario ont réclamé des modifications au Code criminel fédéral pour mieux combattre le crime organisé, M. Dion a invité à la prudence.

Il a notamment remis en question la pertinence d'utiliser la clause dérogatoire (« nonobstant ») pour adopter une loi qui rendrait illégale la simple appartenance à un groupe criminel — un gang.

« La clause nonobstant est une solution de dernier recours, à n'utiliser que dans les cas d'extrême gravité. On va regarder d'autres scénarios avant d'en arriver là », a dit le ministre Dion. Mais la ministre fédérale de la Justice, Ann McLellan, « examine avec ouverture » les demandes des deux provinces, a ajouté M. Dion.

La clause dérogatoire consiste à suspendre pendant une période

maximale de cinq ans certaines des dispositions de la Charte des droits.

L'Ontario s'est jointe au gouvernement québécois vendredi pour réclamer d'Ottawa des modifications majeures au Code criminel afin de lutter contre le gangstérisme.

Dans une déclaration lors d'un congrès sur la lutte à la fraude, le procureur général de l'Ontario, le ministre Jim Flaherty, a rappelé que le crime organisé « est un problème grave qui menace la sécurité de tous les Canadiens ».

Comme le Québec, l'Ontario demande que la loi fédérale soit modifiée afin d'élargir la définition d'« organisation criminelle », de façon à mettre fin au recrutement de ces groupes et à leurs agissements.

Le premier ministre Lucien Bouchard a écrit également vendredi à son vis-à-vis fédéral, Jean Chrétien, pour lui demander d'agir rapidement en procédant à des modifications à la loi fédérale.

M. Bouchard a alors qualifié de « légère » la réponse apportée jusqu'à maintenant par le gouvernement fédéral, compte tenu de la gravité du problème. Le premier ministre du Québec réclame lui aussi une intervention « immédiate » de la Chambre des communes dans ce dossier.

Les luttes entre bandes de motards criminels ont fait plus de 150 morts au Québec depuis six ans.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

C'est moi Laurel, c'est toi Hardy

Depuis le 13 septembre, près de 2500 membres de la fraternité des Shriners sont à Montréal à l'occasion de leur congrès du nord-est de l'Amérique du Nord. Hier, les Shriners ont défilé dans les rues de Montréal avec leurs costumes et chars allégoriques originaux. La fraternité de Shriners et leur oeuvre philanthropique financent un réseau de 22 hôpitaux pour enfants, dont un se trouve à Montréal.

TOUS LES JOURS À SYDNEY



FOGLIA.
LE 3^e CÔTÉ DE LA MÉDAILLE.

DÉCOUVREZ L'AUTRE CÔTÉ DES JEUX OLYMPIQUES AVEC LES COMMENTAIRES DE PIERRE FOGLIA, LES PHOTOS DE BERNARD BRAULT ET LES COMPTES RENDUS DE TOUTE L'ÉQUIPE DES SPORTS DE LA PRESSE. CHAQUE JOUR, DANS NOTRE CAHIER SPÉCIAL « OLYMPIQUES ».

La Presse

Les Jeux olympiques et le syndrome du jazz

STÉPHANE LAPORTE
collaboration spéciale

Durant les deux prochaines semaines, le grand sujet de conversation va être les Jeux olympiques de Sydney. Tout le monde va les regarder. Tout le monde va en parler. Tout le monde va donner son opinion, livrer son commentaire, soumettre son analyse. Le problème, c'est que personne ne connaît ça. À part Paul Houde et Richard Garneau.

C'est le syndrome du jazz. Tout le monde se fout du jazz pendant 355 jours. Et soudainement, durant les dix jours du festival, tout le monde aime le jazz. Tout le monde n'en a que pour le jazz. Soudainement, on voit Guy Nadon, Karen Young et Michel Donato à la télé. En prime time à TVA, Radio-Canada et TQS. Ils font la une des journaux. Ils sont les rois. Mais on ne les reverra pas du reste de l'année. Même pas à Canal Vox ! Même pas dans le cahier des objets perdus ! Le trou noir total. Jusqu'au prochain Festival de jazz.

C'est la même chose pour les Jeux olympiques. Tout le monde se fout du sport amateur pendant trois ans et 50 semaines, et soudainement durant les deux semaines des Jeux, tout le monde capote sur le sport amateur. Tout le monde n'en a que pour l'olympisme. Soudainement, on voit Caroline Brunet, Maryse Turcotte et Bruny Surin partout à la télé. Les réseaux paient des sommes folles pour les montrer. Les journaux font des cahiers spéciaux pour les mettre en vedette. Ils sont les dieux. Mais on ne les reverra pas durant

les quatre prochaines années. À Sport 30 Mag, une nouvelle au sujet de Caroline Brunet passe après la défaite des Blue Jays. Et une nouvelle au sujet de Maryse Turcotte se retrouve dans la corbeille. Même chose dans les journaux. Il faudra rester longtemps à la toilette avec son tabloïd pour lire, en janvier prochain, une nouvelle au sujet de l'équipe canadienne de triathlon. Peut-être en page S 22. Peut-être pas du tout. Parce que dans les pages sportives, il n'y en aura que pour le Canadien. Et le Canadien. Et encore le Canadien.

Comment alors expliquer que quelque chose que l'on boude en temps normal, quelque chose qui se retrouve en 300^e position du palmarès de nos priorités, bondit d'un coup sec à la première position ? C'est comme si, pendant deux semaines, Jano Bergeron vendait plus de disques que Céline Dion. Tout le monde chanterait *Recherché*. La Janomanie déferlerait sur nos ondes. Et les deux semaines terminées, retour à l'anonymat complet. C'est absurde. Impossible. Mais c'est ça.

Parce que, voyez-vous, c'est pas le jazz qui compte, c'est le festival. C'est pas le sport qui compte, ce sont les Jeux olympiques. Durant les deux prochaines semaines, vous allez regarder de l'haltérophilie, du judo, du kayak. Non mais, franchement, regarderiez-vous du kayak un samedi soir si ce n'était pas les Jeux olympiques ? Les mêmes coureuses sont en présence. La même Caroline Brunet. Elles donnent le même effort. La même course extraordinaire. Mais ce n'est pas dans

le cadre des Jeux olympiques. Vous changez de poste. Vous regardez pour la quatrième fois *Police Academy* à TQS. C'est sûr.

Nous ne sommes pas des amateurs de sports. Nous ne sommes pas des amateurs de jazz. Nous sommes des amateurs de rendez-vous. Si demain André Ménard organise le festival du tricot. Et que pendant deux semaines, les rues de Montréal sont bloquées. Qu'il y a des tricoteux et des tricoteuses à tous les coins de rue. Que toutes les télé et toutes les radios en parlent. Qu'il y a même des célèbres tricoteuses de Floride et du Dakota présentes. Que les journaux disent que c'est un événement extraordinaire. Qu'il y a plein de monde. Vous allez y aller. On va penser que c'est parce que vous aimez le tricot. Pas du tout. Vous haïssez le tricot. En temps normal. Mais vous allez quand même aller voir le festival du tricot. Pour voir ce que le monde va voir. Au fond, on est des amateurs de monde. Peu importe l'événement, si le monde est là, on va aller le voir.

Quand il y a un attroupement quelque part, c'est plus fort que nous, on le rejoint, on joue du coude, on se glisse dans la foule, on veut voir ce que le monde regarde. Tant pis si c'est juste un mime. S'il y a plein de monde autour, on veut savoir ce qu'il fait.

Durant les 15 prochains jours, l'attroupe-ment est à Sydney. Alors on va regarder ça. On va même s'emballer. S'enflammer. On va se dire que c'est ça, le vrai sport. Le beau sport. Que l'athlétisme, c'est génial. Et le kayak aussi. Que d'élégance. Que d'efforts. Qu'on aurait dû s'y intéresser avant. On va

crier si le Canada gagne. Comme on a crié quand le Canada a battu les États-Unis au 4 x 100 mètres à Atlanta. On va être tellement dedans qu'on va se dire que, dorénavant, on va suivre ça tout le temps. Pas juste à tous les quatre ans. On est plein de bonnes intentions. Comme les gens qui vont au Festival de jazz et qui s'achètent un CD de jazz. Parce qu'ils veulent en écouter chez eux à la maison. Deux ans plus tard, le plastique est toujours autour du coffret. Dans deux ans, quand Bruny Surin courra au Centre Claude-Robillard, vous ne serez pas là. Il n'y aura que Paul Houde et Richard Garneau. Les deux seuls vrais. Vous et moi serons retournés à nos vieilles habitudes : le Canadien et la lutte.

Mais, pour l'instant, faisons croire que nous ne vivons que pour l'olympisme. Ça paraît bien. Et c'est le bon temps pour ça.

Mes propos ne sont pas ironiques, au contraire. Cette chronique est un message d'espoir pour tous les laissés-pour-compte. Les joueurs de Mille Bornes, les collectionneurs de timbres, les professionnels du mini-putt, les chanteurs de tyrolienne, les membres du Parti conservateur, organisez-vous ! Créer un événement. Un gros événement. On vous apprécie pas tous les jours. Mais peut-être qu'une fois par année, une fois par deux ans, une fois par quatre ans, toute la planète serait prête à vous regarder. (Dans le cas du Parti conservateur, une fois par 100 ans, ce serait en masse. Faut quand même pas exagérer le pouvoir d'attroupement !)

Joyeux Jeux olympiques à tous !



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Des jeux, des activités sportives, des spectacles où les participants s'en sont donnés à cœur joie étaient au menu du grand rassemblement du Rallye 2000.

Approfondir et célébrer sa foi chrétienne en groupe

PASCALE BRETON

Avec un enthousiasme débordant, Josy Minaya parle de son rêve. Elle souhaite se rapprocher davantage de Dieu, mais ne comprend pas pourquoi les églises sont davantage remplies de personnes âgées que de jeunes de son âge. « Suis-je la seule à vouloir mieux connaître Dieu ? » semble se demander la jeune femme.

La réponse lui a été offerte il y a trois semaines lorsqu'elle a pris part aux Journées mondiales de la jeunesse à Rome. Des milliers et des milliers de jeunes comme elle s'y trouvaient. « À ce moment, Dieu a envoyé la réponse à ma question », affirme cette jeune Montréalaise originaire de la République dominicaine. Cette fin de semaine, elle participe au « Mégarassemblement Rallye 2000 », qui se déroule jusqu'à ce soir au parc Maisonneuve de Montréal. L'événement permet à Mme Minaya comme aux autres participants de se réunir pour partager leurs croyances.

Majoritairement âgés de 15 à 30 ans, les participants sont issus de divers mouvements, de religions variées et parlent différentes langues. C'est dans un joyeux climat de fête, malgré le temps frisquet, que les jeunes déambulaient hier vers les kiosques aménagés dans le parc par les différents mouvements et organismes, s'extasiant devant les photos de groupes, prenant plaisir à se retrouver. D'autres s'adonnaient à des jeux sportifs ou s'initiaient aux activités de cirque pendant que sur les deux scènes, des groupes musicaux comme le El Rosario, Marie Jeunesse ou le Choeur Wabisa se succédaient en faisant danser et chanter les participants.

« Le projet était très ambitieux au départ, affirme Denis Bérubé, responsable des relations avec les médias. Les jeunes ne vou-

laient pas seulement qu'un grand événement pour célébrer le jubilé 2000, mais plutôt une longue série d'activités leur permettant de s'y préparer. Ce cheminement en différentes étapes a parfois été compliqué, mais a permis de vivre notre spiritualité au sein d'un groupe. »

Ce jubilé 2000 est donc l'aboutissement de plusieurs mois de travail et de rencontres. Cette activité est la dernière de cinq, avec des volets aussi variés que les arts, le multiculturel, l'entraide et le pardon. Conçu au départ pour les jeunes de la région montréalaise, le Rallye 2000 a aussi accueilli des participants de Sherbrooke, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. La fin de semaine de fête et d'activités liturgiques souligne les 2000 ans de la venue de Jésus sur la terre, en plus d'approfondir le sens chrétien du jubilé. Des jeux, du théâtre, de la danse, des chansons, des prières et la marche du Jubilé enrichissent cette fin de semaine, sous la présidence de l'animateur et comédien Grégory Charles. Lors de la soirée d'hier, le lieutenant-gouverneur Lise Thibault est également venue livrer un message aux participants.

Membres du mouvement Défi Jeunesse Myriam depuis près de sept ans, François et Céline Boucher apprécient ce rassemblement qui donne un nouveau souffle à leur foi. « Il y a beaucoup de diversité ici, des groupes et des religions différentes, mais c'est bon de voir que nous avons tous un point commun ensemble. C'est Dieu », a déclaré François Boucher.

Âgés respectivement de 22 et 20 ans, le frère et la sœur concèdent qu'il n'est pas toujours facile d'affirmer sa foi haut et fort. Mais le mouvement Défi Jeunesse Myriam les a aidés. « Sans ce mouvement, je ne serais certainement plus croyante aujourd'hui », conclut Céline.

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS MAINTENANT

Repas complet pour l'Action de Grâces—\$1,97



Nous avons besoin de votre aide pour servir notre repas de l'Action de Grâces et procurer des repas chauds additionnels ainsi que d'autres services essentiels pour cet automne aux personnes démunies, sans abri et qui souffrent dans la région de Montréal.

Pour seulement \$1,97, vous pouvez procurer un repas chaud ou un abri sécuritaire et une aide pastorale qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans abri et ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

- ☐ \$19,70 pour aider 10 personnes ☐ \$39,40 pour aider 20 personnes
☐ \$59,10 pour aider 30 personnes ☐ \$78,80 pour aider 40 personnes
☐ \$197 pour fournir 100 repas ou des services essentiels
☐ \$_____ pour aider autant de personnes que possible

Pour facturer votre don sur votre carte de crédit Visa/MasterCard, veuillez appeler au 514-935-7729.

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt vous sera expédié par la poste.

Nom _____
Adresse _____ App. _____
Villes/Prov./Code Postale _____
Téléphone(_____) _____



Veillez faire votre chèque payable à:
LA MISSION BON ACCUEIL
C.P. 894, Succursale A, Dépt. 49720
Montréal, QC H3C 2V8
Situé au: 1490 Saint-Antoine Ouest
www.mnbawhm.com

NOTRE 108 IÈME ANNÉE DE SERVICE À MONTRÉAL

SEARS

DANS LA LIMITE DES STOCKS



Avec la
carte Sears,

pas de paiement avant 6 mois* ou pas d'intérêt avant 12 mois**

pour tous les services et produits automobiles de plus de 200 \$

Réclame avant-saison de pneus d'hiver

**Pneus Glace et neige
RoadHandler^{MD} Plus**
À partir de 44,99 chac.

P145/80R12. Série n° 10000.
Chac. 44,99-129,99.

Pneus Blizzak WS-50
À partir de 67,99 chac.

P155/80R13. Série n° 20000.
Chac. 67,99-148,99.

Pneus Arctic Alpin
À partir de 67,99 chac.

P155/80R13. Série n° 16000.
Chac. 67,99-180,99.

De plus, épargnez 10 \$ à l'achat de quatre pneus neige¹

Offre d'épargne 10 \$ en vigueur du lundi 18 septembre jusqu'au dimanche 1^{er} octobre 2000

Pneus comprennent la garantie
contre les avaries routières¹

¹Détails complets chez Sears



*Offre 'Pas de paiement': pas de paiement jusqu'en mars 2001. **Offre 'Pas d'intérêt': payez en 12 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en septembre 2001. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears, à compter du mois suivant. **Les deux offres:** sur approbation de votre crédit, avec la carte Sears. Achat minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. À l'exclusion des articles de nos Centres et magasins de liquidation et des achats par catalogue. Offres en vigueur jusqu'au dimanche 1^{er} octobre 2000. Renseignez-vous.

NP0940600

SEARS

ANJOU*

353-7770

BROSSARD*

465-1000

LASALLE*

364-7310

LAVAL*

682-1200

ST-BRUNO

441-6603

ST-LAURENT*

335-7770

*COMPOSEZ LE POSTE 228

Copyright 2000. Sears Canada Inc.

ROUES EN ACIER

RABAIS 15 %

À l'achat de pneus d'hiver

Jeunes chasseurs gelés mais heureux

RAYMOND GERVAIS



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Philippe Tousignant, 15 ans, Georges-Étienne Perron, 15 ans, et Guillaume Castonguay, 13 ans, font du cul-levé sous la surveillance du moniteur Alain Barbeau et de Jess, le chien rapporteur.

C'est par un véritable temps de canards que quelque 200 jeunes nouveaux chasseurs de sauvagines ont été initiés hier aux différents aspects de la chasse aux canards.

Gelés, grelottant sous la pluie, mouillés et fatigués, les jeunes se sont néanmoins dit heureux de leur expérience.

Ces jeunes chasseurs, âgés de 12 à 17 ans inclusive, ont tous pu jouer hier d'une saison de chasse aux canards, une semaine avant l'ouverture officielle de la chasse fixée cette année au 23 septembre, soit samedi prochain. Une loi d'exception adoptée par le ministère fédéral de l'Environnement il y a deux semaines à Ottawa, a permis cette entorse au règlement afin de favoriser la relève.

Hier matin, 32 chasseurs, dont une jeune fille, ont participé à l'événement spécialement organisé pour eux à Baie-du-Febvre, en bordure du lac Saint-Pierre.

Tous n'ont pas récolté le gibier convoité, mais tous ont eu l'occasion de tirer sur du gibier. Le hic, c'est qu'il y a beaucoup plus de place à côté de la cible... Le canard ne se présente pas toujours du « bon » côté, à la bonne vitesse et à portée de tir. L'apercevoir à temps, pointer, déverrouiller le cran de sécurité, donner l'avance nécessaire, puis appuyer sur la détente et atteindre la cible, n'est pas toujours chose facile.

Mathieu Benoit, Stéphane Courchesne et Pierre Nicolas ont été chanceux et ont chacun réussi à atteindre leur limite de trois canards, laquelle avait été fixée par le Regroupement des sauvagins du lac Saint-Pierre, l'organisme responsable de l'événement d'hier dans la région de Baie-du-Febvre.

Accompagnés par deux guides et chassant dans des champs de gagnage, le temps d'attente n'a pas été bien long et les canards se sont laissés leurrer facilement par les appels du guide Pierre-Paul Courchesne. Une demi-heure après le début de la chasse, les canards étaient déjà dans la gibecière.

Ceux qui font du cul-levé dans les marais ont eu moins de chance. Les canards étaient au rendez-vous, mais marcher parmi les herbes hautes, chaussés de bottes-pantalons, une arme dans les mains et surveiller l'horizon, n'est pas toujours facile. Lorsque le gibier se présente, il faut être prêt malgré tout.

D'autres jeunes qui ont participé à l'initiation à la chasse d'hier ont pu chasser dans des caleuses et à bord d'embarcations recouvertes de branches de cèdres appelées « chausseuses » dans le jargon des sauvagins. Bref, les jeunes ont pu expérimenter différentes techniques de chasse.

Serge Dulac, coordonnateur du projet, a expliqué que chaque jeune chasseur qui a participé à l'expérience, a suivi avec succès un cours de sécurité dans le maniement d'arme, ainsi que le cours obligatoire pour obtenir le certificat du chasseur. Une journée de tir au pigeon d'argile avec moniteur a aussi eu lieu afin de familiariser les chasseurs à l'utilisation d'une arme à feu en pratique. Encadrés par des agents de conservation et par des moniteurs de tir, les jeunes chasseurs ont aussi pu pratiquer en toute sécurité.

Hier, l'encadrement était rigoureux et un moniteur était responsable d'un ou de deux chasseurs au maximum. En plus de leur démontrer les différentes techniques de chasse à la sauvagine, les moniteurs devaient s'assurer qu'après chaque épaulement de l'arme et coup de feu tiré, que le jeune actionne le cran de sécurité et ne l'enlève qu'une fois le fusil à l'épaule.

Marcel Bouchard, président de l'association de chasse, a ajouté pour sa part qu'il était très satisfait du déroulement de la journée et qu'il mettrait tout en oeuvre pour que l'expérience puisse se répéter l'an prochain.

Il y a une quinzaine d'années, le Québec comptait quelque 70 000 chasseurs de sauvagines. Il n'en comptait l'an dernier que quelque 30 000. La moyenne d'âge des chasseurs est de 46 ans et la relève est loin d'être assurée. Les règlements de plus en plus contraignant et le coût de l'obtention des permis de chasse, des permis de possession d'arme et d'acquisition, y sont aussi pour quelque chose. Serge Dulac rappelle qu'il ne faut pas oublier que ce sont les chasseurs qui par leur implication dans Canards illimités et par le coût des permis qu'ils se procurent, financent les projets d'aménagement de la sauvagine au pays et qu'ils contribuent à la reproduction des oiseaux migrateurs.



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Stéphane Courchesne exhibe son premier canard.

Bernard DEROME

a des idées
plein la tête.

Tous les dimanches à 13 h

Réalisation-coordination : Jean Gagnon

Les femmes et la guerre

Du 3 septembre au 5 novembre

Qu'est-ce que la culture ?

Du 12 novembre au 17 décembre

100,7
chaîne culturelle
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/dees

2884503

NE MANQUEZ PAS LE
«SPECTACLE DE L'ANNÉE»
À MONTRÉAL LA 14e REMISE ANNUELLE DES PRIX DU CHOIX DES CONSOMMATEURS

Ce soir
17 septembre
à 17h



Le choix des
consommateurs
2000
au
service de l'excellence

Le prix du
Choix des consommateurs
est décerné à des commerces
de la région de
Montréal suite aux
résultats d'un
sondage Léger &
Léger conduit
dans la région
métropolitaine en
2000

Pour plus d'information, visitez le site :
www.ccaward.com

Saviez-vous

que La majorité des personnes consultées lors d'un sondage de Léger & Léger à Montréal ont avoué qu'elles seraient «un peu ou très tentées» de recourir aux services des compagnies sélectionnées pour le Prix du choix des consommateurs!

Les folies de
Paris



McGill L'Institut d'études
canadiennes de McGill

CITOYENNETÉ 2020 :

S'ENGAGER POUR NOTRE AVENIR

- La participation civique et l'appartenance
- L'éducation des jeunes citoyens
- L'immigration et la diversité culturelle

CITOYENNETÉ

2020
CITIZENSHIP

D'ici vingt ans, que sera devenue notre société?

Quels sont les liens qui nous confèrent une identité commune? Avons-nous perdu toute foi dans nos institutions démocratiques? Dans une société mondialisée, les nations ou la notion du bien commun ont-elles vraiment un avenir? Se pourrait-il que nos institutions et nos technologies nous aient donné un niveau de connaissance précis et objectif qu'aucun citoyen avant nous n'ait jamais possédé?

Les 20 et 21 octobre 2000

Une conférence nationale

Hôtel Renaissance Montréal, Québec

Renseignements et inscription :
3463, rue Peel, Montréal, QC, H3A 1W7
398-2658/398-2605 téléc: 398-7336
www.cit2020.mcgill.ca

2884508

loto-québec



Tirage du
2000-09-16

15 20 36 37 46 49

Numéro complémentaire: 45

résultats



Tirage du
2000-09-16

07 10 17 32 33 34

Numéro complémentaire: 45



Tirage du
2000-09-16

07 13 22 28

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.



Tirage du
2000-09-16

01 02 04 05 06
09 16 21 22 29
33 39 40 46 50
56 58 61 63 69



Tirage du
2000-09-16

3 4
778 1126



Tirage du
2000-09-16

340329

100 000 \$

Extra

Tirage du
2000-09-15

688568

100 000 \$



Tirage du
2000-09-15

06 10 23 34 38 41 44

Numéro complémentaire: 35

Ventes totales: 14 674 208 \$

Prochain gros lot (approx.): 12 500 000 \$

GAGNANTS

7/7 0 10 000 000,00 \$

6/7+ 2 136 804,60 \$

5/7 86 2 783,80 \$

4/7 5 613 152,30 \$

3/7+ 119 166 10,00 \$

3/7+ 109 582 10,00 \$

3/7 995 331 partic. gratuite

Le jeu doit rester un jeu.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, le réseau des tirages

La date des prochaines élections fédérales reste un mystère

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

SAINTÉ-FOY — Le plan A des libéraux fédéraux est de tenir des élections générales au printemps 2001, soit au terme normal d'un mandat de quatre ans.

« C'est le plan A. Mais j'ai un plan B, soit des élections à l'automne », a admis samedi l'organisateur libéral en chef pour le Québec, le ministre Alfonso Gagliano.

Le ministre a expliqué au colloque des Jeunes libéraux du Canada que le mandat normal du gouvernement Chrétien est de quatre ans.

Le gouvernement a été élu en juin 1997, de sorte que le prochain scrutin devrait normalement se tenir au printemps prochain.

Mais le dernier mot appartient au premier ministre Jean Chrétien lui-même. « Une élection, c'est comme la guerre. Un général doit toujours être prêt à faire la guerre. Si le chef dit qu'on y va avant (le printemps), soyez assurés qu'on va être prêt », a dit M. Gagliano.

Actuellement, les libéraux fédéraux n'ont choisi que trois de leurs 75 candidats au Québec. Il prévoient en avoir choisi 50 d'ici à Noël, puis 25 autres après les Fêtes, de sorte que l'équipe des candidats sera complétée en février 2001.

Mais en cas de nécessité, il faudrait moins d'une semaine pour

comblar toutes les candidatures, a expliqué M. Gagliano.

Le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, a invité pour sa part les Québécois à ne pas « gaspiller leur vote » en votant pour le Bloc québécois.

Tous ceux qui veulent « bloquer la montée de la droite » et empêcher l'Alliance canadienne de Stockwell Day de prendre le pouvoir doivent se ranger derrière le parti de Jean Chrétien, croit le ministre Pettigrew.

Quant au directeur général du PLC, Benoît Corbeil, il a lancé un plan pour recruter 15 000 jeunes « d'ici six mois », ce qui donne à penser que les élections ne se dérouleraient qu'au printemps prochain.

Par ailleurs, Gilbert Normand, secrétaire d'État à la Science et à la Technologie et député de Montmagny-Bellechasse, a convenu que « le fédéralisme a mangé sa claquette en régions » au Québec.

L'image du gouvernement fédéral est moins présente dans les milieux ruraux, notamment à cause de la fermeture de certaines succursales postales, de la diminution du service aérien et des coupes dans l'assurance-emploi, a expliqué M. Normand.

« Notre image dans les régions est diminuée par l'abandon de nos responsabilités », a-t-il conclu. C'est un problème auquel le Parti libéral veut remédier lors de la prochaine campagne électorale.

Enfin, le ministre des Affaires

intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, a vanté l'entente survenue la semaine dernière entre Ottawa et les provinces en matière de santé. « Cette entente est à l'avantage de tous les Canadiens », a-t-il fait valoir.

« Mais il ne faut pas y voir la preuve que le fédéralisme fonctionne, pas plus qu'un échec aurait été la preuve que le fédéralisme ne fonctionne pas », a dit le ministre Dion.

« L'unité du pays ne doit pas être soumise à un test existentiel à chaque rencontre fédérale-provinciale. S'il n'y avait pas eu d'entente (sur la santé), le Canada aurait trouvé une autre solution au problème », a-t-il estimé.

Roméo Dallaire nommé conseiller pour les enfants victimes de la guerre

LAURIE BAILEY
Presse Canadienne

WINNIPEG — Roméo Dallaire, qui a été témoin des horreurs du génocide au Rwanda, a été nommé conseiller spécial auprès du gouvernement canadien pour les enfants victimes de la guerre.

La ministre de la Coopération internationale, Maria Minna, a annoncé samedi, lors d'une conférence internationale sur le sujet, à

Winnipeg, que le général Dallaire deviendra la première personne à occuper cette nouvelle fonction.

Le général Dallaire a toujours été un ardent défenseur des droits des enfants, assure-t-on.

Mme Minna a souligné que l'expérience et les connaissances du général Dallaire en font un consultant idéal en ce qui concerne les pays déchirés par la guerre.

Le militaire à la retraite a dirigé la mission des Nations unies au

Rwanda en 1994. Il avait tenté de prévenir les autorités qu'un bain de sang se préparait. Mais ses demandes aux Nations unies pour obtenir plus de ressources ont été ignorées, et plus de 800 000 personnes ont été massacrées lors d'une guerre civile entre les factions Tutsi et Hutu.

La conférence de Winnipeg portait sur la situation tragique que vivent les enfants victimes de la guerre dans le monde. Jeudi dernier, le général Dallaire a déclaré

aux participants que l'utilisation des enfants pendant la guerre devait être considérée comme une chose aussi odieuse que l'utilisation des armes chimiques et nucléaires.

Si la communauté internationale réagit et que les gouvernements tiennent leurs promesses, les enfants seront sauvés, a-t-il indiqué samedi.

Le général Dallaire croit qu'il peut servir d'intermédiaire entre les gens sur le terrain et les politi-

ciens et dirigeants canadiens qui élaborent les politiques.

Malgré certains problèmes de santé liés au stress qu'il a connu au Rwanda et le fait qu'il est occupé à la rédaction d'un livre, le général Dallaire se dit impatient d'entreprendre son travail.

Mme Minna a également annoncé que le gouvernement canadien augmentera de 3 milliards \$ sa contribution au fonds de l'Unicef pour l'éducation des enfants africains.

Lise Dion présente

**Juste
pour
rire
...en coulisses**

**La grande première
de la nouvelle série d'émissions**

« JUSTE POUR RIRE 2000 »

avec
Dominique Michel
Anthony Kavanagh
Denis Bouchard
François Massicotte
Bruno Landry
Jean-Michel Dufaux
François Léveillé
Jean-Marc Parent
Normand Brathwaite
Martin Petit
Mario Jean
Jacques Chevalier
Maxim Martin
et plusieurs autres...

**CE SOIR
19H**
TVA



loto-québec



**Juste
pour
rire**

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

17 septembre 2000

Page A8 manquante



Photo AGNÈS GRUDA, La Presse ©

Devant la porte de Damas, des commerçants arabes vendent leurs produits. C'est l'Orient .

La géographie de la peur



Entre le quartier arabe Sheikh Jarah et ses beaux hôtels construits pour l'an 2000, et la porte d'Hérode qui donne accès au secteur musulman de la Vieille Ville, la rue Salah ad-Din, l'une des principales artères commerciales de Jérusalem-Est, descend entre des magasins de chiffons et de babioles. Des femmes voilées transportent des paniers de raisins sur la tête, des enfants s'accrochent à leurs jupes. La nuit tombée, les femmes se volatilisent. Les hommes tirent les volets des magasins, forment des grappes dans la rue et fument leurs cigarettes. C'est l'Orient.

Un quart d'heure d'auto plus loin, c'est le Plateau Mont-Royal. La rue Emek Refaim, dans le coquet quartier German Colony, aligne avec élégance ses terrasses où l'on sert croissants et café latte. Il n'y a pas un seul hidjab en vue. Les filles portent des t-shirts moulants et des pantalons capri ajustés, et si quelques hommes arborent une kippa, l'atmosphère y est banalement occidentale.

Ces deux Jérusalem coexistent mais ne se croisent pratiquement jamais. La ville est une mosaïque, explique son ancien maire adjoint et auteur d'un livre sur la ville (*A City of Stone*), l'historien Meron Benvenisti : des tuiles de toutes les couleurs peuvent être placées tout à côté l'une de l'autre, mais le mortier qui les sépare est étonnant.

D'une façon moins poétique, Gershon Baskin affirme que « Jérusalem est la ville la plus divisée au monde ». M. Baskin codirige le Centre israélo-palestinien pour la recherche et l'information, un organisme de réflexion conjoint qui tente de surmonter ces divisions. Selon lui, à Jérusalem, « chaque lieu a une identité ethnique ».

Jérusalem compte 600 000 habitants, dont le tiers sont Palestiniens et les deux tiers Israéliens. Les rési-

dants juifs vont rarement dans les quartiers arabes et vice versa. La ligne de démarcation entre les deux n'est pas nette. Jérusalem-Ouest est essentiellement juive. Mais à l'est, la toile ethnique est un écheveau de quartiers qui s'imbriquent les uns dans les autres sans se mêler. À la suite d'efforts assidus de colonisation, Jérusalem-Est compte aujourd'hui autant d'Israéliens que de Palestiniens. Chacun reste dans sa bulle.

« Depuis l'Intifada, nous n'allons plus dans la Vieille Ville », soupirent George et Yael, un couple dans la soixantaine.

« Je n'emmènerais jamais mes enfants dans la rue Salah ad-Din, ni dans Abou Dis, qui est à quelques rues d'ici. Je ne m'y sentirais pas en sécurité », explique Herb Keinon, un journaliste du *Jerusalem Post* qui habite en banlieue de Jérusalem. « Le melting pot à l'américaine n'a pas fonctionné ici, constate cet homme originaire du Colorado. « De toute leur vie, mes enfants n'ont fréquenté que des juifs. »

Les employés de Hamoked, un organisme de défense des droits de l'homme situé en plein quartier Sheikh Jarrah, ont l'habitude d'acheter des sandwichs pour le lunch dans un magasin adjacent à leur bureau. Le commerce est fermé les vendredis : c'est un jour férié pour les musulmans. Ils ont tenté à quelques reprises d'appeler une pizzeria de Jérusalem-Ouest. Les livreurs ont refusé de venir.

Ce qui règle la vie de nombreux Jérusalémites, c'est encore ce que Meron Benvenisti appelle la « géographie de la peur », séquelle des années d'Intifada. Cette peur s'est progressivement estompée, à mesure que la violence s'est apaisée. Mais elle est toujours présente.

Les Palestiniens, eux, n'hésitent pas à fréquenter les rues piétonnes du centre-ville ou à aller voir un film du côté ouest - d'autant plus qu'il n'y a pas un seul cinéma à Jérusalem-Est. Mais ils ne se sentent pas vraiment chez eux dans les quartiers juifs. Ils s'y font remarquer parce qu'ils parlent « la langue suspecte du terroriste » et ils ne sont pas à l'aise, note Salim Tamari, un intellectuel palestinien qui dirige l'Institut des Études sur Jérusalem.

N'y a-t-il donc pas de lieux naturels de rencontre entre les deux communautés ? Il y a bien le quartier Abou Tor, situé sur une pente à califourchon sur l'ancienne ligne d'armistice. On y trouve des Pales-

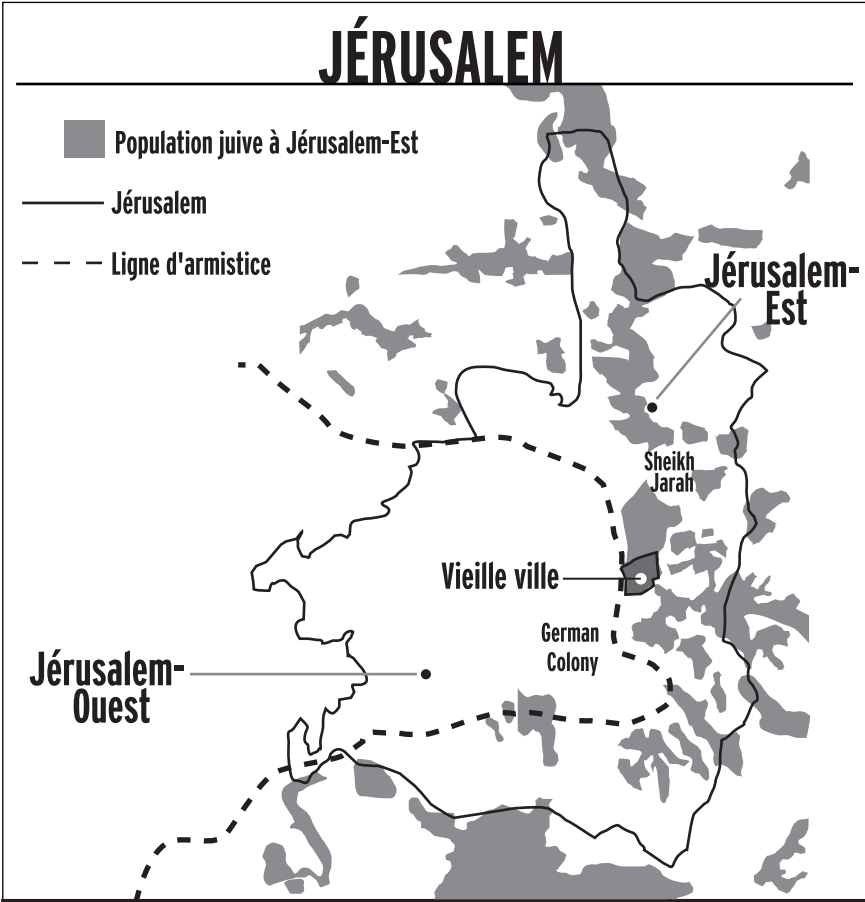


Photo BRIAN HENDLER, collaboration spéciale

Une rue piétonne du centre-ville : c'est l'Occident.

tiens et des Israéliens. Mais les premiers vivent en haut de la côte. Les seconds, en bas. Parfois, des enfants palestiniens vont jouer au soccer sur un terrain « en haut ». Mais ils jouent entre eux.

Oui, il y a bien quelques zones communes, reconnaît Gershon Baskin. Le zoo. Le « Mall », gros centre commercial à l'américaine. Les hôpitaux. Mais dans la vie de tous les jours, les frontières sont étanches. « Quand je dois recevoir des amis palestiniens et que je leur explique

comment se rendre chez moi, c'est comme si je parlais à des touristes étrangers », s'étonne M. Baskin.

Une illusion

Ces frontières omniprésentes incitent certains politiciens ou commentateurs libéraux en Israël à accepter la partition politique de Jérusalem. « Quiconque croit que Jérusalem est la capitale unie d'Israël ferme les yeux et contribue au mythe par lequel nous nous illusionnons », avait écrit le ministre

israélien de la Justice, Yossi Beilin, à l'époque des discussions de Camp David.

« Quiconque ouvre les yeux ne peut faire autrement que voir que le pays est divisé. Jérusalem est aussi divisée. Lorsque cette division sera incarnée dans un traité de paix, nous pourrions enfin commencer à guérir nos blessures », avait noté l'écrivain israélien Amos Oz.

La cassure n'est pas seulement géographique. Elle est aussi économique — les Palestiniens sont plus pauvres et moins bien desservis par l'administration municipale que leurs voisins juifs. Au début des années 90, Jérusalem dépensait 150 \$ par capita dans les quartiers arabes contre 900 \$ dans les quartiers juifs !

Les choses ne se sont pas beaucoup améliorées avec l'arrivée du maire Ehud Olmert, élu en 1993. Un rapport montre que Jérusalem-Est manque de tout : des écoles aux lampadaires dans les rues, en passant par les égouts et les routes pavées. Le maire attribue la situation à la négligence du gouvernement qui, selon lui, s'apprête à céder cette partie de la ville aux Palestiniens. Pourquoi alors y investirait-il ? En attendant, Jérusalem-Est paraît nettement plus délabrée et plus sale que sa voisine occidentale.

Il y a aussi une fissure politique. La plupart des Palestiniens de Jérusalem-Est ne sont pas citoyens d'Israël mais ont le droit de voter aux élections municipales. Ils ne le font pas, craignant que cela équivaldrait à approuver l'occupation. Et il n'y a pas un seul Palestinien au sein du conseil municipal.

« Divisée, Jérusalem ? Pas plus que n'importe quelle grande ville avec des minorités ethniques », rétorque indigné le maire Olmert. « Les juifs vivent où ils vivent, les Arabes vivent où ils vivent, ça ne veut pas dire que la ville est divisée. Les gens ne sont pas plus séparés que les francophones et les anglophones à Montréal. »

Mais que l'on reconnaisse ou non les murs qui isolent les habitants de Jérusalem, que l'on soit ou non en faveur d'un nouveau partage, il y a au moins un point sur lequel Palestiniens et Israéliens s'entendent : quoi qu'il arrive, il ne faut plus jamais que Jérusalem se retrouve coupée par des barbelés. Si on partage la ville, il faudra que les frontières soient invisibles et que la vie continue comme avant.

Les couples impossibles

C'est en 1989, au moment où l'Intifada faisait rage, que l'Israélien Gershon Baskin, codirecteur d'un *think-tank* israélo-palestinien, a eu l'idée de créer un lieu où Palestiniens et Israéliens réfléchiraient aux solutions pour régler leur conflit.

Il a trouvé un codirecteur palestinien en plaçant une annonce dans les journaux. « Mes premières quatre années de travail avec mon partenaire Zacharia Elqag ont été quatre années de guerre », raconte-t-il dans son bureau de Bethléem.

Les deux hommes tentaient de trouver des positions de compromis, tout en essayant de rester

« loyaux » à leur communauté. Quand les accords d'Oslo ont été signés en septembre 1993, la crise a éclaté : Zacharia Elqag estimait que les Palestiniens faisaient trop de concessions et il désapprouvait le processus.

Il s'en est fallu de peu pour que le centre ne se saborde. « Une amie britannique est venue nous réconcilier, elle nous a fait suivre une véritable thérapie matrimoniale », raconte en souriant M. Baskin.

Qu'est-ce qui a été le plus difficile dans leur collaboration ? « Pour moi, c'était d'abandonner le contrôle. Pour Zacharia, c'était d'assumer ses responsabilités », se souvient M. Baskin pour qui son expé-

rience constitue un microcosme du conflit israélo-palestinien.

Une autre initiative, celle de Jerusalem Link (un réseau de féministes israéliennes et palestiniennes) a connu des épreuves semblables. Pendant six mois, les deux parties avaient pratiquement rompu. « Les Palestiniennes avaient voulu changer nos principes fondamentaux et nous ont fait adopter une résolution qui prévoyait un retour aux frontières d'avant 1967 », raconte Terry Greenblat, directrice de Bat Shalom, le groupe israélien.

« Nos membres se sont ressaisies. Plusieurs d'entre elles se sont dit : je suis sioniste, mes fils se

sont battus à la guerre, je ne peux pas accepter ça. Pour elles, cela équivalait à dire : bye bye French Hill, bye bye Ézra Talpiot », relate Terry, faisant référence à des quartiers de Jérusalem-Est où l'on retrouve une forte population juive.

D'autres initiatives, comme les camps de vacances de Seeds of Peace essaient de fracasser les murs des préjugés entre les enfants. « Dans nos tournées des écoles, les enfants juifs nous posent des questions sur le Hamas et les bombes. Les enfants palestiniens s'interrogent sur les colons et l'occupation. Pour plusieurs, c'est une première occasion de voir l'ennemi comme un être humain », dit Sami Al-Jundi, de Seeds of Peace.

Mais les ponts que l'on tente de bâtir sont fragiles.

« Pour les Palestiniennes, la ligne est mince entre le dialogue et la normalisation », constate Terry. Itzik Shannan, qui travaille pour le New Israel Fund qui finance certains de ces projets, va plus loin. « Il y a un tel écart dans les possibilités qu'ont les enfants israéliens et leurs partenaires palestiniens. Ils n'ont pas les mêmes droits, leurs situations sont inégales. Tant qu'on aura pas comblé cet écart, comment établir un vrai dialogue ? »

Demain
La bataille démographique de Jérusalem

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

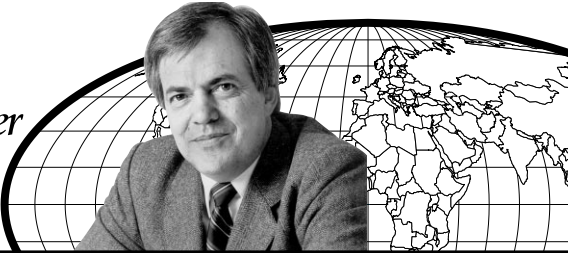
La Presse

17 septembre 2000

Page A10 manquante

La presse d'ailleurs

parcourue
par Réal Pelletier



The Boston Globe

The New York Times

BusinessWeek

Los Angeles Times

THE WALL STREET JOURNAL

FINANCIAL TIMES

Mutation, version Verizon

La nouvelle économie découvre tranquillement le syndicalisme

Tout géant qu'il soit, Verizon, ça ne vous dit rien probablement si vous ne jouez en Bourse. Ce fut néanmoins aux   tats-Unis le site d'une grève de 15 jours de 85000 travailleurs qui, comme toutes les grèves de l'histoire industrielle, a trouvé sa solution. Heureuse ou malheureuse. Ce qui importe — et ce qui a frappé l'imagination des décideurs — dans cette grève chez Verizon, c'est qu'elle accrochait un secteur demeuré plutôt imperméable jusqu'ici au syndicalisme : la nouvelle   conomie. Et cette grève est survenue à un moment où les Américains traversent un malaise à l'égard des puissances financières, ce qui se traduit en campagne électorale par un populisme de circonstance particulièrement visible chez les démocrates.

La grève chez Verizon fut classique : rien à voir dans son essence avec ce qu'on a pu connaître ailleurs de brassage syndical ces derniers jours, des cols bleus à La-pierre aux ambulanciers de Montréal, en passant par les corporations syndicales françaises, puis britanniques. Du syndicalisme absolument traditionnel chez Verizon, mais qui, encore une fois, a joué dans le champ quasi vierge de la nouvelle   conomie.

Verizon, c'est maintenant le top de la communication aux   tats-Unis. Verizon est n   de la fusion — 124 milliards \$ US — de mastodontes comme Bell Atlantic et GTE. Verizon, note le *Boston Globe*, fait maintenant partie des 10 principaux titres de la liste annuelle du magazine *Fortune*, avec 260 000 employés dans 30   tats et 40 pays, un chiffre d'affaires de 60 milliards et plus de 8 mds de profits par année.

Le téléphone, avec et sans fil

Ceux qui se sont mis en grève chez Verizon — et qui ont gagné — ce sont les « traditionnels » : les syndicats d'électriciens et de travailleurs de la communication. Mais ceux qui sont visés par les contrats obtenus, ce sont les travailleurs largement non syndiqués de la téléphonie cellulaire, que le *New York Times* identifie comme « l'une des industries en plus forte croissance de la nouvelle   conomie ».

Les « traditionnels » de Verizon ont obtenu des gains conventionnels : sécurité d'emploi accrue, limites au temps supplémentaire imposé, etc. Mais surtout, ils ont gagné par contrat le privil  ge, en droit américain, d'obtenir une re-



connaissance syndicale chez les employés sans-filistes par simple signature de cartes d'adhésion plutôt que par vote en assemblée, ce qui facilite singulièrement la tâche de la syndicalisation. La cible : la téléphonie sans fil du groupe Verizon, appelée Verizon Wireless, la plus importante de ce commerce aux   tats-Unis avec ses 25 millions de clients. Autrement dit, les syndiqués du téléphone fixe ont en tête de syndiquer les sans-filistes.

La branche sans-filiste de Verizon, l'ex-Bell Atlantic Mobile, s'en donnait à coeur joie dans l'anti-syndicalisme, signale le *Boston Globe* : espionnage, intimidation, chantage à l'emploi ; au point où la Commission nationale des relations de travail a dû s'en mêler. Résultat : moins de 50 des 32 000 employés de Verizon Wireless sont syndiqués... ce qui représente une économie annuelle de 300 millions par année pour l'entreprise.

En obtenant le droit de syndiquer les sans-filistes par signature de cartes d'adhésion plutôt que par vote, le payage est susceptible de changer. Mais pas automatiquement, car s'est installée dans le pays une culture de la nouvelle économie par essence réfractaire au syndicalisme.

Surprise chez les décideurs

Cette culture se nourrit de va-

leurs r  solutement modernes : l'ère de l'information appelle la flexibilité, la connaissance technologique, la compétitivité, la mobilité, tout ça baignant dans un climat d'indépendance et de prospérité des individus qui relègue l'intérêt collectif au musée des illusions ringard  s.

Robert Kuttner, chroniqueur au magazine d'affaires *Business Week*, en prend note : la grève chez Verizon révèle, contre les attentes ambiantes, un pont entre la nouvelle et la vieille   conomie. Les patrons de Verizon, dit-il, croyaient maintenir un diaphragme entre les vieux ouvriers du téléphone et les sans-filistes, pensant même que ces derniers, syndicalement parlant, viendraient à bout des premiers. C'est le contraire qui se produit.

Mais ce n'est pas une donnée universelle : chez le concurrent AT&T, on fait la vie dure aux syndicats, refusant même l'arbitrage prévu dans les conventions. Toutefois le poids du contrat chez Verizon est là. Si la grève n'a duré que 15 jours chez Verizon, c'est que Verizon est en situation de concurrence sensible, mais c'est vrai aussi pour les compétiteurs.

Un commentateur de *Business Week* se rebiffe. La « rigidité » — la sécurité d'emploi — obtenue par le syndicat chez Verizon peut conduire directement aux mises à pied. Il ajoute que ce modèle a mené

l'Europe « au gel de sa croissance pendant des décennies ». Morale : la mobilité de l'emploi explique prioritairement pourquoi les   tats-Unis ont réussi à franchir le seuil de l'ancienne à la nouvelle   conomie.

En éditorial pourtant, *Business Week*   voque une sorte de « nouveau contrat social » que commande la « nouvelle   conomie ». Il y est question des exagérations d'employeurs à l'égard de leur employés ; de disparité entre les profits des entreprises et les revenus réels des gens ; des craintes des citoyens eu égard aux produits industriels, nommément aux pneus de certains véhicules de Ford ; d'un certain mépris de la grande entreprise à l'égard de ses publics. Bref, du rarement lu venant d'un magazine essentiellement voué au monde des affaires. Et pour cause.

C'est que *Business Week*, il y a peu, a commandé un sondage profond, publié en page couverture, sur ce que les Américains actuels pensent de la grande entreprise, et y'a pas de quoi arroser   a au bourbon dans les bars de Wall Street. L'expression est galvaudée, mais elle s'applique ici : la réputation du *corporate America* est en chute libre. Et *Business Week* s'en avise.

Le *Wall Street Journal*   galement, qui publiait mardi un article de Michael Milken (qui a purgé une peine pour fraude multimillionnaire    Wall Street) qui, devenu

entrepreneur en éducation, verse un pleur sur l'écart croissant des revenus dans la société américaine. Son analyse est impressionnante mais sa solution est courte : il faut accroître la formation professionnelle.

N  o-populisme en émergence

S'en avisent aussi les politiciens en campagne, nommément les démocrates dont le porte-  tendard Al Gore a fait du *corporate America* une cible privilégiée. Le politologue Kevin Phillips, dans le *Los Angeles Times*, invite au discernement. Le néo-populisme d'Al Gore, qui l'amène à s'en prendre au *big business*, est d'une sincérité douteuse, lui dont la campagne est financée largement par des entreprises de la technologie, des télécommunications et du divertissement. L'argumentaire d'Al Gore contre le *big business*, poursuit M. Phillips, reste pauvre : il s'en tient essentiellement aux questions fiscales et aux profits démesurés de l'industrie des médicaments. Mais Al Gore, comme son vis-à-vis républicain George W. Bush, se garde bien d'évoquer les travers fondamentaux de la marche de l'économie, tant américaine qu'internationale.

C'est que le syndicalisme américain, malgré des signes récents de renaissance dont la grève chez Verizon est un signal, n'a plus la présence et la force nécessaires pour axer le débat sur des questions importantes comme les effets de la mondialisation sur les emplois manufacturiers ou la stagnation du revenu réel de la famille médiane aux   tats-Unis face à l'  poustouffant enrichissement des classes supérieures. Le syndicalisme a déjà représenté plus du tiers des employés du secteur privé aux   tats-Unis ; il en est réduit à un dixième.

Pour cette raison justement, explique Thomas Kochan, du Massachusetts Institute of Technology, dans le *Financial Times*, il devient impératif que la classe politique intervienne pour rétablir un équilibre entre la famille et le travail, faciliter le transfert des avantages sociaux en cette période de grande mobilité d'emploi, élargir les conditions d'accès au syndicalisme et favoriser un relèvement des revenus des masses de travailleurs au bas de l'échelle. Les   tats-Unis comptent une plus forte proportion de travailleurs pauvres que toute autre société industrielle, note le professeur Kochan.

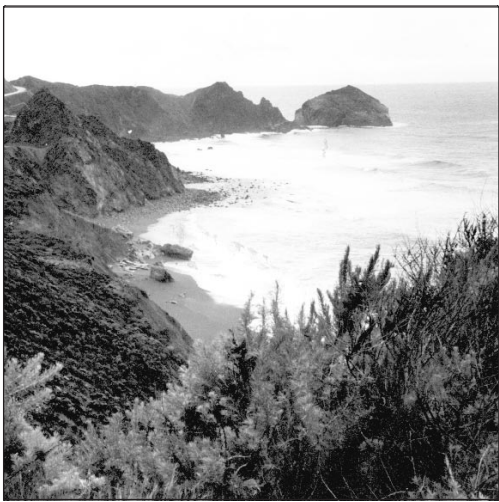
Mais la classe politique  , empêtrée dans sa campagne électorale, reste largement muette sur toutes ces considérations.



The New York Times

Cocologie

CE MULTIMILLIARDAIRE excentrique qu'est Warren E. Buffett raconte dans le *New York Times* que pendant cinq décennies, il a passé son temps à repérer les bonnes affaires à la Bourse sous forme de titres sous-évalués. Mais il avoue avoir perdu un peu son temps. La meilleure affaire, dit-il, ça aurait été d'acheter de l'influence politique. Pour 25 000 \$, ajoute-t-il, tu deviens un VIP dans la classe politique. Un sénateur responsable de collectes de fonds lui a déjà dit à la blague : « Warren, donne-nous 10 millions et t'auras le pouvoir de changer les couleurs du drapeau américain. » Bien sûr, les lois du marché sont là pour corriger lex excès de ce genre. N'empêche, les souscriptions dites *soft money* aux appareils politiques américains sont passées de 86 millions en 1992 à une valeur estimée à 360 millions pour la campagne électorale en cours. C'est le taux de croissance de Silicon Valley : 20 % par an. Les entreprises américaines dépensent 200 milliards par année pour influencer les consommateurs. Dans certains types d'entreprise, comme les communications, le tabac, les banques, la pharmacie et les assurances, une infime contribution politique peut avoir des résultats commerciaux équivalents à tout ce qu'on peut dépenser en publicité-marketing.



BusinessWeek

Californie

MALGRÉ HOLLYWOOD, Silicon Valley et autres foyers de la nouvelle économie dans le sud de l'état, des pans complets de population en Californie connaissent un sort inférieur à la moyenne américaine, indique *Business Week*, citant un groupe de recherche de Sacramento. La tranche inférieure de la population — 20 % — a connu, malgré la prospérité ambiante, un déclin du revenu depuis 10 ans en son niveau médian, alors que le reste du pays est en croissance. Le salaire horaire des travailleurs de cette tranche de citoyens a chuté de 7,5 % en 10 ans et s'est établi actuellement à 7,05 \$ US. Les salaires pauvres (moins de 17 000 \$ par année) de Californie comptent pour 28,7 % de la population, contre 26,8 % au plan national. Et même si on grimpe dans l'échelle, le recul est perceptible. Le revenu médian d'un ménage de quatre personnes pour l'ensemble de la population a baissé de 1,9 % depuis 10 ans, s'établissant à 55 209 \$, pendant que le revenu médian de l'ensemble des ménages à quatre aux   tats-Unis croissait de 4,6 %, à 56 061 \$. De plus, le côté du logement augmente vite en Californie : 20 % en cinq ans. Seulement 37 % des Californiens peuvent s'offrir une maison à prix médian, contre 55 % à l'échelle nationale. L'immigration massive, rémunérée à vil prix, alourdit le décompte.



FINANCIAL TIMES

Anthropologie

POURQUOI TANT D'IMPORTANCE accordée dans nos médias à la question palestinienne ? C'est que ce petit coin de planète, compris entre l'Égypte et le Liban, la Méditerranée et la Jordanie, largement s  mite d'ethnie mais divisé religieusement entre juifs, musulmans et une poignée de chrétiens — et où, s'entend-on, le nucléaire est présent — est considéré comme l'espace le plus dangeereux du monde. Chacun, dans cet espace, lit la Bible différemment, ce qui entretient sourdement les conflits. L'historienne Amy Docker Marcus, dans son livre *Rewriting the Bible*, recensé par le *Financial Times*, de Londres, tente à sa manière d'atténuer les passions en expliquant que l'Ancien Testament ne doit pas être considéré comme une oeuvre d'histoire, mais comme un patient travail de reconstruction identitaire faite de littérature, de chant et de prédication. (Plusieurs disent d'ailleurs la même chose du Nouveau Testament.) Elle explique que les recherches archéologiques menées depuis 50 ans révèlent une histoire de la région de plus en plus différente de celle que livre la Bible. Même Docker Marcus a été frappée notamment par le fait que durant de longues périodes par le passé, les juifs ont vécu en paix avec leurs voisins. Une relecture de l'histoire serait génératrice de paix.



The Economist

Biométrie

PEUT-ÊTRE QU'UN CHIEN bien dressé en arrivera à taper un mot de passe sur Internet. Ce qui veut dire que la valeur du mot de passe sur la Toile est en baisse et qu'il faudra peut-être songer à autre chose. La voix ? Le visage ? Les empreintes digitales ? Toujours est-il qu'on explore actuellement les mérites de cette science qu'on appelle la biométrie, histoire d'identifier avec certitude la bonne personne dans les bonnes fonctions. Pour qu'il n'y ait pas maldonne, pourquoi pas l'empreinte de votre index sur une touche pour accéder à Internet ? Ou un « lecteur d'yeux » au guichet automatique pour toucher de l'argent ? Ou un jeu de caméras capable, à l'aéroport, d'identifier votre tête comme étant celle du bon client ? On est encore loin de s'en remettre à cette technologie, note *The Economist*, mais ça n'empêche pas plusieurs audacieux d'explorer cette avenue technologique. Rien de neuf sous le soleil : dans l'Égypte ancienne déjà, on avait recours à diverses formes de mesure du corps humain pour s'assurer de l'identité des personnes. Plus que centenaire, le recours aux empreintes digitales conserve ses lettres de noblesse. Très pratique si on a oublié son mot de passe, ou son numéro d'accès au guichet automatique. L'empreinte digitale compte déjà pour environ 40 % du marché en émergence de l'identification par la biométrie.

Lionel Jospin: zone de turbulences

Louis-Bernard Robitaille
collaboration spéciale

PARIS — Il y avait un mystère

Lionel Jospin : celui d'un premier ministre perpétuellement populaire, dans un pays où traditionnellement le chef de gouvernement plonge dans les sondages au plus tard un an après être entré en fonction.

Le socialiste Pierre Mauroy ou le conservateur Alain Juppé étaient sous les 30 % de « satisfaits » après douze mois. Lionel Jospin, après plus de trois ans à Matignon, demeurait presque toujours au-dessus de la barre des 60 %. Aucune crise sociale majeure n'avait réussi à l'atteindre : ou plutôt, il avait réussi à les désamorcer l'une après l'autre avant qu'elles ne dégénèrent. Ce qu'on appelle « l'état de grâce », et qui dure en général quatre mois pour un nouveau gouvernement en France, paraissait ne jamais devoir s'arrêter dans son cas.

Cet étrange état de lévitation semble avoir pris fin avec la rentrée de septembre, plus précisément à l'occasion de la crise des routiers, qui avaient bloqué les dépôts d'essence pendant six jours.

Malgré sa brutalité, cette crise n'a pas été, au finale, plus grave que bien d'autres — par exemple, la grève paralysante des pilotes

d'Air France à l'ouverture du Mondial de football en juin 98. Selon une méthode désormais bien rodée, le gouvernement Jospin a réagi avec un mélange de souplesse et de fermeté. Tout en donnant l'impression de résister aux demandes maximalistes des routiers, il a suffisamment lâché de lest après deux nuits de négociations pour obtenir — péniblement — la levée des barages routiers à la fin de la semaine.

Alors que diverses corporations — ambulanciers, taxis, marchands forains etc. — menaçaient de venir grossir le mouvement, le pire a été évité. Au passage, le gouvernement venait de lâcher environ 600 millions de dollars canadiens aux organisations patronales — alors qu'il prétend incarner la rigueur budgétaire. Quelques jours plus tard, le gouvernement de Tony Blair, d'ailleurs, lui montrait l'exemple en refusant de céder quoi que ce soit à ses propres routiers sous la menace d'un blocus total des dépôts de carburant. Et la Commission de Bruxelles faisait justement des remontrances à Jospin pour ce « laxisme ».

Les Français ne sont certainement pas du genre à reprocher au gouvernement d'avoir délié les cordons de la bourse pour satisfaire une corporation en colère. La France n'est pas un pays où l'on cultive à l'extrême le sens de la rigueur budgétaire : tout argent venu du gouvernement est bon à prendre, même si lui-même le reprend

aussitôt sous forme d'inflation. Bref, à tout prendre, Jospin avait réglé cette crise majeure dans des délais plutôt rapides, en acceptant de payer sous la menace, mais dans des proportions modérées. Un compromis typiquement jospinien, permettant à chacun de sauver la face. L'opinion publique, étonnamment favorable au blocus routier (dans une proportion de 88 % !), ne pouvait pas tenir rigueur à Jospin de ses libéralités.

Il n'y a peut-être pas de raison très claire à ce retournement de situation. D'autant plus que le mois de septembre avait commencé par des nouvelles plutôt agréables : des baisses d'impôts de 25 milliards de dollars sur trois ans. Une baisse moins importante que celles annoncées en Allemagne, mais tout de même bonne à prendre.

Et pourtant, c'est à ce moment précis que se produit le décrochage. Même s'il faut prendre les sondages avec un grain de sel, quatre instituts de sondage donnent à peu près en même temps le même verdict : Jospin a perdu entre douze et vingt points de popularité d'un seul coup. Il était au-dessus de 60, le voilà aux environs de 40. Un score qui aurait ravi la plupart de ses prédécesseurs à Matignon : le problème, ce n'est pas tellement le score en lui-même, mais la dynamique de la chute. Et si Jospin venait de perdre le coup de baguette magique ? Il y a un moment en politique où le cercle vertueux devient vicieux.

Jospin gouvernait avec sérieux et pragmatisme, en évitant les crises : on commence aujourd'hui à lui reprocher sa prudence, son habileté et son manque de courage réformateur. Le miracle de la croissance retrouvée lui était en partie attribuée : aujourd'hui, et peut-être justement à cause de cette baisse des impôts, on le soupçonne de priver les Français des fruits de cette croissance.

Avec raison, un autre leader socialiste, Henri Emmanuelli, soulignait que cette chute dans les sondages correspondait en fait davantage à un réajustement : « Jospin, dit-il, n'a jamais pensé que 65 % des électeurs allaient voter pour lui ! » Donc retour à la normale d'une certaine façon.

Cela signifie en tout cas que pour le premier ministre — évidemment candidat à la présidentielle de mai 2002 — les affaires sérieuses commencent. Au cours des 40 mois précédents, le premier ministre-surprise de juin 97 avait de surcroît eu la chance de n'affronter aucune échéance électorale. Ce qui est rarissime en France.

Période révolue : à elles seules, les élections municipales de mars prochain, toujours très politisées, mobilisent déjà la classe politique. Lorsque ce cap sera passé, on entrera dans des zones de turbulences encore plus importantes : des élections législatives, absurdement programmées avant la présidentielle, en mars 2002. Puis la campagne présidentielle.

Par un étrange concours de cir-

constances, Lionel Jospin semble aborder la dernière ligne droite avec un nombre d'atouts bien diminué. En juin 97, il avait admirablement réussi à former un gouvernement avec des figures nouvelles, de fortes personnalités, mais qui étaient sans exception loyales à sa personne.

L'an dernier, il avait déjà perdu le pilier numéro un de son équipe, le ministre de l'Économie Strauss-Kahn. Au printemps dernier, il avait dû se séparer d'un autre poids-lourd, le ministre de l'Éducation Claude Allègre, un ami proche : brillant et réformiste, mais trop maladroit. Il y a deux semaines, c'était le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, personnalité extrêmement populaire, qui claquait la porte pour cause de désaccord sur la Corse. D'ici à un mois, ce sera au tour de la ministre des Affaires sociales, Martine Aubry, de quitter le gouvernement pour la mairie de Lille. Il n'est pas impossible qu'en mars 2001, on voit également la ministre de la Justice, Élisabeth Guigou, et le responsable des Transports, Gaysot, tirer leur révérence.

À l'orée de cette périlleuse année 2000-2001, Jospin conserve un bilan meilleur que tous les premiers ministres de la V^e République. Mais il lui faut maintenant prouver que, même en année électorale, avec une équipe décimée, il est capable de réaliser des réformes importantes et populaires. Et pas seulement d'expédier les affaires courantes.

| Liberté de presse au Mexique |

Les journalistes réclament une « saine distance »

BRIGITTE MORISSETTE
collaboration spéciale

MEXICO — Lorsqu'ils veulent se faire élire, les politiciens n'ont rien de trop beau pour séduire la presse. Une fois élus, la tentation est forte d'exiger qu'on les courtise en retour ! Même un Vicente Fox — pourfendeur des censeurs sous l'ancien régime qu'il a renversé — est sorti de ses gonds en revenant d'Ottawa et de Washington.

Un impertinent journaliste avait écrit que MM. Chrétien et Clinton ont envoyé promener le président élu du Mexique et sa proposition de marché commun. Vexé, Fox demande aux journalistes de commenter objectivement le succès de sa tournée.

Bref, « la saine distance » réclamée de tous côtés entre le pouvoir et la presse se met d'elle-même en place ! Et alimente un débat déjà brûlant au Mexique quant à la liberté de la presse. « Le débat ne provient pas seulement du manque d'expérience de l'équipe de presse du président, écrit Carlos Ramirez, le chroniqueur le plus lu du Mexique. L'important, ce n'est pas d'imposer un nouveau carcan à la presse, mais de définir un cadre juridique qui garantisse une presse plus libre. » Le célèbre « columnista » du quotidien *El Universal*, qui gère sa propre équipe de recherches, rappelle au président Fox une promesse : créer une commission de transparence et lancer une série d'enquêtes sur les irrégularités de précédents gouvernements :

privatisations, fonds de sauvetage des banques, appels d'offres...

Confusion

Un projet de loi discuté à la Chambre des députés, en 1997, a tourné en queue de poisson mais revient ces jours-ci au Congrès. « La maladresse et l'ignorance des députés ont fait naître une énorme confusion autour de la liberté de la presse, commente Raymundo Riva Palacio, directeur du groupe de presse Milenio. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas une loi freinant une liberté d'expression encore fragile, mais une législation qui assure l'accès du public à l'information, accorde des garanties fondamentales aux journalistes, protège la vie privée et mette fin au favoritisme dans l'attribution des permis de radio et télévision. »

Le problème fondamental, c'est le manque d'expérience du PAN, le parti ayant renversé l'ordre établi depuis la révolution de 1917. « On a voulu transférer au Congrès le contrôle exercé par le gouvernement sur la presse. Le Parti d'action nationale — le parti du président Fox — est lui-même issu d'une culture politique autoritaire, explique Raymundo Riva Palacio. Les militants comme les députés tolèrent mal la critique et ne sont pas habitués à rendre des comptes. »

Les journalistes sont envahis d'un véritable scrupule d'équité. Si bien que dans le récent débat sur l'avortement, le groupe Pro-vie s'est vu accorder un temps d'antenne égal à celui des femmes mises en minorité, vu la présence obligée de représentants de l'Église et de politiciens conservateurs ! » Les radios ont joué un rôle considérable, stratégique, pour libérer les

électeurs de leur apathie, de leur peur de voter pour l'opposition, explique encore Riva Palacio. Mais cette liberté durement conquise les dépasse aujourd'hui. »

« Il faut continuer à revitaliser les médias, lance le célèbre chroniqueur de *La Jornada*, Julio Hernandez. Il faut libérer la presse de sa frivolité, de ses tendances à la difamation, des fausses nouvelles. Nous devons assurer aux journalistes et aux médias des garanties juridiques et civiles, les dévassaliser, transformer les centaines de journaux, radios et télévisions subventionnées. » Hélas, le chômage va grimper dans les salles de rédaction ...

Quelques grands journaux ont adopté un code d'éthique. Mais il manque terriblement de contre-poids au pouvoir. Comme le signalait le chroniqueur et avocat Ernesto Villanueva dans un débat radiophonique, l'effervescence autour de la liberté d'expression s'accompagne aussi d'une grande méfiance à l'égard des tribunaux.

Cela dit, la combativité des médias développe un authentique sens critique dans la société mexicaine. Le débat de la liberté de presse s'est infiltré jusqu'à l'intérieur du parti de Fox. Tere Gomez Mont, ex-journaliste, députée du PAN, a piloté en 1997 une première tentative de projet de loi sur la liberté de la presse. Elle avait alors réuni un consensus gauchedroite qu'elle tente ces jours-ci de ranimer.

Les débats seront diffusés au réseau de la télévision parlementaire et largement repris par les médias. Car, la bonne nouvelle, c'est que cette discussion autour de la liberté de la presse fera grimper, c'est certain, les cotes d'écoute !



PHOTO AFP

De retour de visites officielles à Ottawa et Washington, le président mexicain Vicente Fox, pourtant ex-pourfendeur de la censure sous l'ancien régime, a demandé aux journalistes de commenter objectivement le succès de sa tournée.

| Sortie de la députée Mo Mowlam |

La gaffeuse la plus populaire de Grande-Bretagne

VERA MURRAY
collaboration spéciale

LONDRES — Elle est trappue, toute ronde, habillée négligemment et presque à moitié chauve : ses cheveux n'ont pas repoussé après une opération pour une tumeur au cerveau, il y a trois ans.

Elle est en même temps intelligente, charismatique et très bonne oratrice. Elle ne mâche pas ses mots, elle a du coeur au ventre, ce qui fait qu'elle met régulièrement les pieds dans les plats. Au gouvernement de Tony Blair, complètement noyauté par des *control freaks* — des gens qui veulent contrôler jusque dans le détail l'image projetée par le New Labour —, la ministre Mowlam détonne par sa sincérité et son émotivité. Dans tout le cabinet des ministres, elle semble être la seule à ne pas avoir peur de montrer son côté humain.

Elle est, en conséquence, adorée non seulement par les militants du Parti travailliste, mais par le public en général : sa cote de popularité dépasse même celle de Tony Blair, pourtant le premier ministre le plus populaire de l'histoire britannique. Au congrès du Parti travailliste de 1998, une petite phrase que Tony

Blair a laissé tomber au beau milieu de son discours sur « our and only Mo » (« notre Mo unique ») a provoqué une incroyable ovation. On dit que Tony Blair n'a jamais digéré d'avoir attendu de longues minutes devant le micro avant que les applaudissements adressés à quelqu'un d'autre que lui-même ne cessent.

Les rumeurs circulaient depuis plusieurs mois que les choses n'allaient plus du tout entre le premier ministre et Mo Mowlam. Seulement, il n'est guère recommandé de congédier sa ministre la plus populaire moins d'un an avant les élections générales. Sans aucun préavis, Mo Mowlam a tout simplement claqué la porte au nez de Tony Blair. « Pour des raisons personnelles », elle quittera et son poste au gouvernement et son poste de députée aux prochaines élections, a-t-elle annoncé. Sa décision « n'a rien à voir avec Tony Blair ». À cinquante ans, elle a tout simplement envie de faire autre chose, de se consacrer à une « nouvelle carrière », probablement internationale.

Les baisers de Mo

Pendant deux ans et demi, de

mai 1997 à octobre 1999, Mo Mowlam avait été une des vedettes du gouvernement Blair en tant que ministre chargée de l'Irlande du Nord, donc des négociations de l'accord de paix entre les unionistes et les républicains, signé à Pâques 1998. Mais, l'automne dernier, elle a soudain été remplacée à ce poste par le « fabriquant d'images » Peter Mandelson, à coup sûr le personnage le moins *mowlamesque* de l'entourage de Tony Blair. On a dit à l'époque que les plus purs et durs des unionistes, protestants de l'Irlande du Nord, trouvaient qu'elle sympathisait trop avec les républicains. Mais, surtout, ils ne supportaient plus son style trop personnel : ils détestaient autant son langage trop familier que les baisers qu'elle leur distribuait à chaque rencontre.

Depuis l'automne dernier, Mo Mowlam a été reléguée à un « non-poste » au sein du conseil des ministres : elle était ministre d'État chargée principalement de la lutte contre la drogue. Elle a laissé entendre dans une entrevue qu'elle n'adressait plus la parole à M. Mandelson.

Le public, par contre, a continué d'adorer Mo Mowlam : le fait

qu'elle tirait sa langue pendant des réunions sérieuses, qu'elle admettait avoir fumé de la mari. Son coup le plus spectaculaire datait pourtant de sa période de ministre chargée de l'Irlande du Nord : au milieu des négociations entre unionistes et républicains, ayant trop chaud, elle a tout simplement enlevé la perruque qu'elle portait depuis son opération au cerveau.

Plusieurs rumeurs ont circulé au sujet de la démission de Mo Mowlam. Selon une version, elle était devenue un boulet au pied du premier ministre : non seulement, elle était indiscrette, mais elle ne s'était vraiment jamais rétablie de sa maladie ; elle manquait de concentration et était totalement imprévisible.

N'avait-elle pas suggéré, il y a à peine deux mois, au grand embarras du gouvernement, que la reine quitte le palais de Buckingham pour une résidence plus « moderne », mieux adaptée à l'époque actuelle ? N'avait-elle pas laissé récemment entendre que ses propres collègues du cabinet des ministres étaient en train de monter une campagne de dénigrement contre elle ? Dans une biographie « semi-autorisée » qui doit sortir fin septembre,

elle irait jusqu'à accuser carrément Peter Mandelson et Jonathan Powell, chef du cabinet de Tony Blair, d'être à l'origine de cette campagne.

Une rebelle

Ironiquement, un peu partout dans le monde occidental, on retrouve le même genre de conflit entre les préférences des électeurs et les exigences de la politique : le public aime de plus en plus des « anti-politiciens », des rebelles qui disent ce qu'ils ont sur le coeur. À preuve, encore en Grande-Bretagne, l'élection au poste de maire de Londres de Ken Livingstone, un « fou gauchiste » que Tony Blair avait tout fait pour stopper. Mais, en réalité, la politique est devenue de plus en plus une manipulation étroitement surveillée de messages et d'images.

Au grand dam de Tony Blair, le départ de Mo Mowlam ne manquera pas de devenir un instrument aux mains des féministes britanniques. Mo Mowlam était extrêmement populaire auprès des femmes. Les voix féministes commencent déjà à se lever : voilà une confirmation on ne peut plus évidente du « New Labour's macho culture », de l'état d'esprit macho du New Labour de Tony Blair.

Infections et intoxications en piscines

Éviter d'avaler l'eau et bien rincer son maillot après la baignade

LILIANNE LACROIX

Qu'elles soient associées directement à l'immersion (ex : otite) dans l'eau ou à l'environnement des piscines (ex : pied d'athlète), plusieurs infections peuvent être contractées dans les piscines, pataugeoires et bains tourbillons et causer des gastro-entérites, des folliculites (inflammations du follicule pilosébacé de la peau), des otites, des dermatites, des conjonctivites, des pharyngites, etc...

Or, l'examen des données sur le territoire montréalais a déjà révélé des conditions souvent inadéquates dans les endroits publics, rappelle Claudine Christin, de la Direction de la santé publique (DSP) de Montréal-Centre. Une étude de 1998 portant sur 44 pataugeoires extérieures, 24 piscines extérieures, une glissade d'eau et un bain tourbillon a relevé 73 % d'installations hors normes relativement à la désinfection au chlore. De plus, il n'existe aucune politique d'intervention adéquate relative aux accidents fécaux. C'est sans compter le

fait que la réglementation existante ne mentionne que le chlore même si que certains parasites se sont montrés totalement résistants à ce produit.

Étrangement, aucun règlement n'oblige l'analyse systématique de l'eau et aucune formation n'est exigée pour opérer une piscine. Selon Mme Christin, qui déplore cette situation, la seule application d'une réglementation serait inefficace si on ne la combine pas avec des activités d'information sur la fréquentation sécuritaire des piscines publiques et les comportements à adopter afin de prévenir la transmission des infections par l'eau. Les usagers devraient minimalement éviter d'avaler de l'eau et bien rincer leur maillot à la sortie de la piscine.

Les infections ne sont pas seules responsables des problèmes de santé contractés dans les piscines. Le chlore, qui vise justement à préserver la santé, peut parfois poser des problèmes. Les données obtenues auprès des DSP ont ainsi permis à la chercheuse Marion Schnabel de recenser 15 cas d'intoxications aiguës au chlore survenus entre avril 94 et avril 99 au Québec. Dans la majorité des cas, ce sont des erreurs de manipulation de la part des techniciens qui en sont la cause. Des défaillances techniques peuvent aussi entraîner d'intoxications.

Les accidents impliquant le chlore des piscines sont généralement dus au contact de l'hypochlorite de sodium avec une solution acide. Lors de la réaction, le chlore est expulsé du liquide sous forme de gaz plus dense que l'air, humide, agressif et corrosif appelé dichlore. Il s'agit d'un gaz dangereux à concentration élevée dont l'inhalation peut provoquer de graves troubles physiques. Il fut même utilisé comme gaz de combat durant la première guerre mondiale.

Les symptômes généralement observés lors d'une intoxication au chlore sont l'irritation des muqueuses, la toux, l'essoufflement à l'effort et au repos, le serrement à la poitrine, la suffocation, les maux de tête, la nausée, le vomissement et si l'exposition est prolongée, les problèmes pulmonaires sérieux. Si le ministère de l'Environnement contrôle certains paramètres des pataugeoires et piscines publiques (éléments relatifs à la construction, matériel utilisé pour le traitement de l'eau, système d'alerte, etc...), ce n'est qu'à la suite d'une plainte que l'organisme intervient auprès des piscines publiques. Il n'y a aucun contrôle obligatoire au niveau de la qualité de l'eau de baignade. Si les piscines municipales ont affiché la majorité des défaillances techniques, c'est dans les piscines d'école qu'on a dénombré le plus de personnes intoxiquées.



PHOTOTHÈQUE La Presse

Dans une piscine publique, il est recommandé d'avaler le moins d'eau possible et de bien rincer son maillot après la baignade.

COMPRIMÉS

Les cardiaques instruits survivent mieux

DES ÉTUDES MENÉES dans neuf pays, y compris le Canada, sur 10 000 patients qui avaient subi une crise cardiaque, ont démontré que le taux de survie un an après l'hospitalisation, varie grandement selon le degré d'instruction des patients, la mort venant causer cinq fois plus de victimes parmi les patients moins instruits. Ainsi, 19,8 % des patients moins instruits (moins de huit ans de scolarité) étaient décédés après leur hospitalisation contre seulement 2,8 % pour les malades qui avaient cumulé plus de 16 ans d'études. Dans tous les pays étudiés, la classe socioéconomique s'est avérée déterminante pour les taux de survie après une crise cardiaque. Par contre, contrairement à ce qu'on a longtemps cru, le fait de vivre seul n'a démontré aucun impact.

Le mystère Alzheimer

« SI ON M'AVAIT EXPLIQUÉ la maladie

d'abord, je n'aurais pas fait les erreurs que j'ai pu faire au début », déplore le mari de Marie-Thérèse, atteinte de la maladie d'Alzheimer. Dans le cadre de ses Grands documentaires, Télé-Québec présente jeudi prochain à 20h *Le mystère Alzheimer*, une production Canada-France qui, des premières découvertes du Dr Alzheimer au début du siècle, nous amène, à travers des témoignages touchants et des explications techniques éclairantes, jusqu'aux derniers développements scientifiques et sociaux pour contrer ou atténuer les terribles effets de la maladie. Si les chercheurs réussissent à retarder l'apparition de la maladie de dix ans, 95 % des cas auront été éliminés et les gens mourront simplement de vieillesse, nous apprend le chercheur montréalais Judes Drouin qui conclut avec cette note d'ironie : « Mais si d'autres scientifiques réussissent à nous faire vivre 170 ans, le problème va revenir ».

Sit-up contre la douleur

GRAVE ACCIDENTÉ de la route, Best Caya a décidé d'appuyer le droit de tout être humain à être soulagé en effectuant en trois

jours 45 000 redressements abdominaux (sit-up) dans le cadre de la campagne de souscription de l'organisme ABCD (Association des bénéficiaires de la clinique de la douleur de l'hôpital Notre-Dame), qui se déroulera du 13 au 15 octobre, en collaboration avec quelques YMCA. Ayant subi de nombreuses fractures dans un accident de la route, M. Blaise souffrait d'une douleur persistante si atroce à la main droite qu'il s'était tout bonnement résigné à l'amputation. Des traitements contre la douleur, prodigués par le Dr Gilbert Blaise, sommité mondiale dans le domaine et fondateur de l'association, lui ont toutefois permis de retrouver sa qualité de vie. L'entrée principale du pavillon Lachapelle du CHUM sera monopolisée pour cet événement.

La dépression, ça se soigne

LES SUICIDES DANS le métro de Montréal représentent environ 8 % des suicides rapportés chaque année sur le territoire de la CUM. En 1999, 29 personnes ont ainsi tenté de mettre fin à leurs jours mais seulement 10 d'entre elles sont décédées. La majorité des

survivants sont restés très souffrants ou gravement handicapés. Les psychiatres, psychologues, professionnels de CLSC et d'organismes divers oeuvrant contre le suicide et la dépression ont donc décidé de livrer bataille dans le métro et les autobus de la STCUM, de même qu'auprès de son demi-million d'usagers quotidiens, pour lancer leur campagne « La dépression, c'est une maladie et ça se soigne ». La dépression affecte quotidiennement 300 000 Québécois et 17 % des gens en souffriront pendant leur vie. On ne connaît pas les causes exactes de la dépression mais les chercheurs ont identifié certaines substances comme la sérotonine, un neurotransmetteur, comme élément important dans le développement des maladies mentales telles la dépression. Les signes de la dépression sont malheureusement très souvent méconnus en particulier chez les hommes et les jeunes garçons. La baisse d'énergie, l'isolement, la tristesse, l'irritabilité, les idées noires, la perte d'appétit, de poids ou d'intérêt pour les activités habituellement appréciées devraient alerter l'entourage et inciter à demander rapidement de l'aide. On peut appeler au (514) 525-6000 pour obtenir des informations ou de l'aide.

RONFLEMENT
CENTRE DU RONFLEMENT DE MONTRÉAL
(514) 327-5060
TRAITEMENTS AU
LASER
PAR DES OTO-RHINO-LARYNGOLOGISTES
www.ronflement.qc.ca

ALGORITHME Pharma
est une entreprise québécoise qui effectue des études sur des médicaments dans un site clinique moderne de la région métropolitaine.
Pour en savoir plus, communiquez avec notre centre de recrutement.

Vous êtes en bonne santé?

HOMMES
18 À 50 ANS, NON FUMEURS OU PETITS FUMEURS POUR 2 PÉRIODES DE 34 HEURES AVEC 5 RETOURS **1 000 \$**

HOMMES
18 À 50 ANS, NON FUMEURS OU PETITS FUMEURS POUR 3 PÉRIODES DE 34 HEURES AVEC 5 RETOURS **1 500 \$**

(514) 858-6312 ou 1 (888) 758-6312
Lundi au vendredi entre 9 h et 20 h.

CHUM
Centre de recherche
Hôpital Saint-Luc

**PROJET DE RECHERCHE
POUR LE TRAITEMENT DE L'OSTÉOPOROSE**

But : Évaluer l'efficacité d'un nouveau médicament dans le traitement expérimental de l'ostéoporose.

Profil des candidates recherchées :

- femme âgée de 55 ans et plus;
- ménopausée depuis au moins 1 an;
- sans cancer depuis les 5 dernières années;
- avec une fracture survenue dans les 5 dernières années;
- sans hormone, ni cortisone, ni Didrocal, ni Fosamax, ni d'Evista.

Durée de l'étude : 18 mois

Chercheur principal : Dr Louis-Georges Ste-Marie
(514) 281-2121, poste 6421

VIRAGE
Un groupe d'entraide pour personnes atteintes du cancer et leurs proches.

**Un don pour la vie
Un don pour l'espoir et
pour l'entraide**

CHUM
Campus Notre-Dame,
Pavillon Mailloux, local K1253-5
1560, rue Sherbrooke est,
Montréal, H2L 4M1
tél.: (514) 281-6000 poste 8139

Devenir son propre thérapeute®

Lieu : Université du Québec à Montréal (Pavillon J. A. De Séve 8e)
Horaire : 5 samedis (9 h 30 à 16 h 30) du 7 oct. au 4 nov.
OU 10 lundis (19 h à 22 h) débutant le 9 oct.
René Sirois

Pour s'aider soi-même et aider ses proches

Est-ce pour vous ? Oui, si...
Vous voulez vous **offrir** une **belle** expérience **positive** de relation d'aide dans la confiance, l'écoute et le respect.

Rens.: (514) 803-5722
Accréditation pour fins d'impôts

**Centre de santé de l'Université McGill
McGill University Health Centre**

**Édifier un modèle de guérison
Conférence parrainée par le CUSM**

Mercredi 20 septembre 2000, 18 h
Amphithéâtre Charles F. Martin, Pavillon McIntyre des sciences médicales, Université McGill, 3655, rue Drummond (stationnement souterrain)

Conférencier: Roger Ulrich
Directeur du College of Architecture, Texas A&M University
« Impact de la conception des établissements de santé sur les résultats cliniques »

Conférencier: D. Kirk Hamilton
Président et fondateur, Center for Innovation in Health Facilities, Houston (Texas)
« L'unité de soins - questions de conception »

(Veuillez prendre note que les exposés seront présentés en anglais.)

Le CUSM - La santé, c'est la vie!

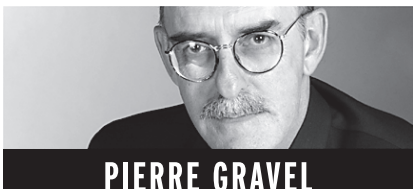
LEUCAN

**Un don
In Memoriam
pour nos enfants.**

Association pour les enfants atteints de cancer

ÉDITORIAL

Du mépris évident



PIERRE GRAVEL

pgravel@lapresse.ca

LE RALLIEMENT, ces derniers jours, de deux députés conservateurs du Québec au Parti libéral fédéral n'a pas que mis en relief le climat de panique qui s'est développé dans le camp de Joe Clark. Il a aussi apporté une nouvelle illustration de cette entorse au processus démocratique que représente le changement d'allégeance d'un élu.

Même si le procédé a maintes fois été utilisé par le passé, on ne peut en effet que ressentir un profond malaise devant ce qui, pour bien des électeurs, doit ressembler à une trahison. Ou tout au moins à un discutable tour de passe-passe en vertu duquel quelqu'un qui s'est fait élire sous l'égide d'un parti dont il s'engageait solennellement à défendre les valeurs peut décider de basculer tout à coup dans un camp adverse. Sans même ressentir le besoin de faire ratifier ce virage par ceux qui lui ont fait confiance.

Le truc est particulièrement choquant lorsqu'il ne s'explique aucunement par une évolution idéologique mais strictement par une sorte de « réalisme » électoral comme on l'a vu dans ce cas récent. Un cas qui, soit dit en passant, a assez peu à voir avec des précédents qu'on a un peu imprudemment évoqués

comme pour essayer de faire croire que les deux députés en question sont en bonne compagnie.

On est loin, par exemple, des fondateurs du Bloc qui, élus comme conservateurs ou libéraux, ont senti le besoin de prendre ce virage précisément pour demeurer fidèles à une orientation qu'ils avaient toujours affichée. Et qui leur avait valu l'appui de leurs électeurs. Et encore plus, c'est bien évident, du cas de quelqu'un, comme Jean Charest, qui quitte non seulement un parti mais une arène politique pour entreprendre une autre carrière, à un autre niveau, sous une autre bannière. Et qui, pour y arriver, doit remettre sa démission et tenter de se faire élire en fonction de son nouvel objectif.

En réalité la situation qui se rapproche le plus de ce que viennent de faire ces deux parlementaires est celle de leur ancien collègue conservateur, le député André Harvey, de Chicoutimi, qui, lui aussi en rupture de ban avec son chef, a eu la décence de commencer à siéger comme indépendant plutôt que de se précipiter dans les bras d'un adversaire.

Il reste cependant que, dans toutes ces situations, c'est l'intérêt des électeurs qui devrait primer sur les ambitions des élus. Et que, à cette fin, la plus élémentaire logique voudrait que des députés qui songent à un virage aussi radical devraient avoir le courage de remettre leur démission. Quitte à demander à leurs commettants de les réélire s'ils sont d'accord avec cette nouvelle orientation.



DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Daywatch

Tous les dimanches, La Presse publiera dans cette page une revue de la presse anglophone. Tout en rendant compte de l'ensemble de la presse anglo-canadienne, cette chronique accordera une attention particulière à ce qui s'écrit à Montréal, dans The Gazette bien sûr, mais aussi, à l'occasion, dans les hebdomas montréalais de langue anglaise. Une façon, pour nous, francophones, de mieux comprendre l'autre Montréal.

MARIE-CLAUDE LORTIE

« choc traumatique national ».

Parlant d'admirateurs de Trudeau. L'entente sur la santé conclue mardi dernier n'a pas fait l'unanimité chez les commentateurs anglophones. Par exemple, dans le *National Post*, Andrew Coyne, connu pour sa vision centralisatrice du Canada, ne croit pas que l'argent obtenu par les provinces était réellement essentiel pour améliorer les soins de santé. Selon lui, les provinces auraient pu dépenser plus en santé, si elles l'avaient voulu, bien avant tout ça, parce que huit d'entre elles ont déjà des surplus budgétaires. « Ce sont les provinces elles-mêmes qui décident ce qu'elles dépensent en santé. (...) Si leur position, c'est qu'il faut dépenser plus en santé, alors c'est démenti par leurs actions », a-t-il écrit.

Selon M. Coyne, les provinces voulaient plus d'argent essentiellement pour avoir la marge de manoeuvre nécessaire à des baisses de taxes politiquement très rentables.

L'équipe éditoriale de *The Gazette*, en revanche, trouve que l'entente est bonne pour les contribuables et que le premier ministre Québécois a bien fait de choisir l'argent plutôt que le capital politique possiblement créé par une autre chicane de compétence avec Ottawa. « Bouchard a fait le choix intelligent », a-t-on écrit. Le journal montréalais est aussi heureux que les provinces se soient entendues sur un système d'évaluation qui permettra aux contribuables de chaque province de savoir comment l'efficacité de leur système de santé se compare aux autres. « Ce qui est à voir, c'est si M. Bouchard sera reconnaissant quand ces comparaisons seront faites », avertissait toutefois l'éditorial.

Mais l'état de santé de nos hôpitaux n'est pas le seul sujet qui préoccupe les journaux anglophones. À l'ouest du boulevard Saint-Laurent, cette semaine, et même à Toronto, le sujet le plus chaud de la scène mondaine est sans le moindre doute la mariage de Caroline Mulroney chez Ogilvy, s'envolaient à la vitesse de l'éclair. Même les moulins à poivre à 523,36 \$ et les beurriers à 310,57 \$...

L'événement, avec sa liste d'invités incluant notamment George Bush et la reine Noor de Jordanie, a même valu un article de fond prenant toute une première page de cahier dans le *Globe* de samedi. Avec, en prime, une liste de tous les rejets politiques importants du Canada et un bref résumé de leur vie. Un indispensable pour tous ceux qui meurent d'envie de savoir où en sont Catherine Clark ou Ben Mulroney...

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration

GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information

ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef

Le premier ministre technicolor

Ce texte est la traduction par Marie-Claude Lortie d'un article de Peggy Curran paru dans The Gazette, le samedi 9 septembre.

Depuis un an, Montréal a perdu deux de ses géants, Jean Drapeau et Maurice Richard, qui ont façonné tous les deux l'identité de cette ville, ses rêves, ses possibilités. Maintenant, on nous apprend que Pierre Trudeau, le plus fascinant des Canadiens de sa génération, voire de tous les temps, un homme qui a essayé de transformer le Canada à l'image de Montréal, est souffrant.

Il y a 35 ans, Pierre Trudeau a changé l'image noir et blanc de la politique canadienne en version technicolor. Seize ans après son départ de la vie publique, on n'a toujours pas trouvé quelqu'un d'aussi amusant à regarder.

Jean Chrétien, Brian Mulroney, Stockwell Day et Joe Clark. Pas un seul d'entre eux a assez de charisme pour atteindre l'ourlet de la cape d'un Pierre Trudeau. Seul son éternel adversaire, le populiste René Lévesque et le renfrogné Lucien Bouchard sont capables de capter autant l'attention. Et encore.

Avec sa rose, son feutre et son éducation jésuite, Trudeau avait à la fois du style et de la substance. C'était le gars branché conduisant une décapotable argent, qui volait la vedette aux reines et aux cheiks ou qui frayaient avec Barbra Streisand ou John Lennon et Yoko Ono. Puis, un matin enneigé de 1971, après un blizzard légendaire, le Canada s'est réveillé en apprenant que le joyeux célibataire qu'était son premier ministre venait d'épouser une jeune femme de 21 ans appelée Margaret Sinclair.

Trudeau a montré au monde une image du Canada qui dépassait les noeuds papillon, les bucherons et les ours polaires : une nation moderne, dynamique, cosmopolitaine, prête à prendre place à la table des adultes.

Mais c'était aussi un penseur, un homme aux opinions intraitables, à l'esprit vif, qui

n'avait pas la langue dans la poche, écrivait ses propres règles et ne supportait pas l'imbécillité. Sa passion, son arrogance, ses convictions, ses efforts pour que triomphe sa vision des choses, étaient contagieux. Même quand il avait tort (et c'est arrivé, quoi qu'il en dise), on tenait toujours compte de lui. (...)

Au lieu de courber l'échine devant les indépendantistes, cet élégant guerrier les a affrontés parce qu'il était convaincu que les deux solitudes canadiennes pouvaient faire la paix, en tant qu'égaux, sous un seul toit. Pour les Montréalais, qui ont passé la majeure partie des trois derniers siècles à essayer de vivre ainsi, il était un démon et un sauveur, un gredin et un prophète. (...)

Cette semaine, un article du *Washington Post* déclarait que l'histoire du Canada était mince et que son identité nationale était frêle, apparemment parce qu'on n'a pas eu de révolution, de guerre civile ou de Gettysburg. Il est vrai que peu de Canadiens se rappellent où ils étaient quand l'Accord du lac Meech est tombé, sans faire de bruit, presque comme une plume. À la place, on porte les cicatrices psychologiques de Dieppe et de la conscription, de la crise d'octobre, de la Loi sur les mesures de guerre et de deux pénibles référendums.

Et quand on n'est pas sûr de qui on est, on n'a qu'à regarder un leader, qui incarne à lui seul l'identité canadienne à travers son héritage familial, son nom, ses splendides obsessions.

La grande ironie dans tout ça, c'est que Trudeau, un politicien moderne porté au pouvoir grâce au culte de la personnalité que lui vouaient des foules en pâmoison, avait en fait quelque chose à dire. Aujourd'hui, nos politiciens sont façonnés par des relationnistes qui pondent toutes leurs phrases pour les bulletins du soir. Trudeau, lui, arrivait avec son propre scénario et avait le courage de le suivre. Peut-être est-ce pour ça qu'on n'arrive pas à le quitter des yeux.



Stockwell Day

Peu importe. Du *Globe and Mail* au *National Post* en passant par *The Gazette*, tout le monde avait la photo.

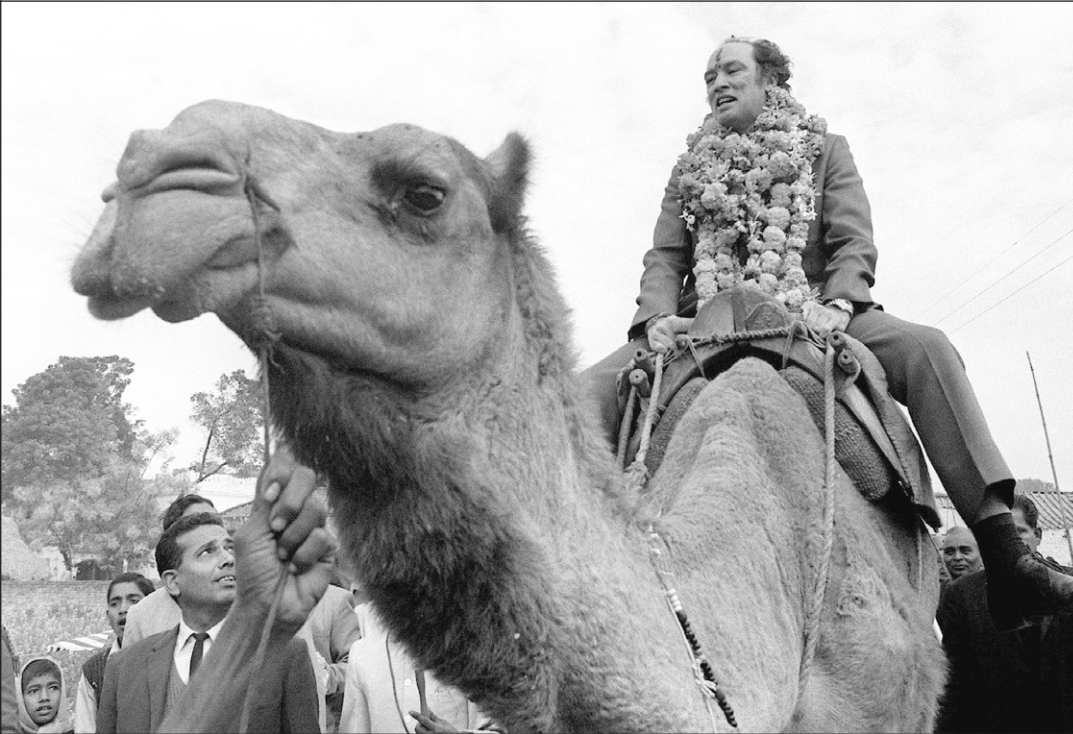
Nos compatriotes anglophones ont aussi été captivés pendant plusieurs jours par l'état de santé de l'ancien premier ministre, Pierre Elliott Trudeau.

Encore, en début de semaine, *The Gazette* continuait à écrire sur le sujet bien après que les journaux francophones eurent délaissé la question.

Dans tous ces articles, on a écrit sur sa classe, son charisme, son style, son intelligence. « Non seulement lui pardonnait-on son arrogance, on s'en délectait. Imaginez : un Canadien avec assez d'audace pour envoyer promener ses détracteurs », pouvait-on lire dimanche dans la chronique de Bill Brownstein, à *The Gazette*.

Au *National Post*, Peter C. Newman l'a comparé au Fantôme de l'opéra. « Insaississable et insondable dans la maladie comme il l'a été durant sa vie, il demeure un paradoxe. Masqué et enveloppé dans sa cape, il a contrôlé mystérieusement le mélodrame politique canadien depuis trois décennies. »

Dans le *Globe*, on a constaté que même s'il est « admiré et détesté », son personnage a fini par avoir une emprise « mythique » sur l'identité collective canadienne. D'après ce journal, la nouvelle de sa maladie, la réalisation, par la population, qu'il était mortel, a déclenché quelque chose qui ressemble à un



PHOTOTHÈQUE, La Presse

Photo prise en 1971, lors d'un voyage de Pierre Trudeau, en Inde.

À VOTRE TOUR

Un cri de détresse!

LETTRE DE LA SEMAINE

ANDRÉE GAUDREAU

L'auteure est orthopédagogue à l'école L'Orée des Bois, à la Commission scolaire de Laval. Les professeurs suivants de la même école ont cosigné une pétition reprenant le même propos: Anne Lemieux, Caroline Piché, Martine Trudel, Nathalie Dubois, Valérie Bolduc, Katherine Jean, Chantal Lamarche, Chantal Guérin, Nathalie Paquette, Annie Hébert, Audette Salvas, Lyne Marcoux, Caroline Fiset, Pierre Tanguay, Chantal Joly, Sylviane Bouchard, Julie Gignac, Danielle Millaire, Alain Fournier, Robert Savard, Marielle Brouillette, Micheline Gagnon, Danielle Saint-Jean.

M. François Legault
ministre de l'Éducation

JE ME PERMETS, en mon nom personnel et au nom de mes collègues, de protester vigoureusement contre les compressions effectuées dans le «service d'aide en dénombrement flottant» au cours des deux dernières années à l'école L'Orée des Bois, de la commission scolaire de Laval: 1,4 orthopédagogue en 98-99, 1,2 orthopédagogue en 99-2000, 1 orthopédagogue en 2000-2001.

Malheureusement, le nombre d'élèves en difficulté d'apprentissage, lui, n'a pas diminué.

Nous avons identifié, pour l'année scolaire qui débute, 72 cas d'élèves qui devraient absolument recevoir de l'aide en «dénombrement flottant», dès septembre 2000. Ce nombre comprend:

- 1- 19 élèves cotés (01 ou 02), qui ont donc plus d'un an de retard dans leurs apprentissages;
- 2- 28 élèves non cotés qui ont échoué leur année en juin 2000;
- 3- 25 élèves très fragiles: la plupart de ces enfants ont échoué un des deux volets de français (écriture ou lecture) aux examens de



photo ARMAND TROTTIER, La Presse

L'auteure, M^{me} Andrée Gaudreau (à droite de la photo), en compagnie des autres professeurs de l'école L'Orée des Bois qui ont signé la lettre.

juin, mais parce qu'ils étaient en première, troisième ou cinquième année, on n'a pas tenu compte de cet échec et on leur a accordé une promotion. Les autres sont des élèves qui, après avoir bénéficié durant toute l'année de deux à trois heures d'aide en orthopédagogie par semaine, en plus des périodes régulières de récupération avec leur titulaire, ont atteint de justesse le seuil de réussite. Les résultats de ces élèves baissent sous le seuil de réussite dès que le service d'aide est interrompu.

Ces nombres ne tiennent pas compte des nouveaux arrivants dont nous n'avons pas encore reçu les dossiers complets, des élèves du préscolaire et de ceux de première année qui ont échappé au dépistage fait au préscolaire l'an dernier (il y en a toujours quelques-uns). On peut donc raisonnablement

estimer que le nombre d'élèves qui devraient recevoir une aide particulière en 2000-2001 dépassera 80. Or, une orthopédagogue qui travaille en «dénombrement flottant» doit suivre 27 dossiers au maximum. Qu'arrivera-t-il aux 53 (et plus!) élèves qui restent? Seront-ils relégués aux oubliettes? Devons-nous espérer qu'ils déménageront tous au cours du mois de septembre? Ces enfants ont besoin d'aide dès maintenant. Cette aide leur est refusée. On sait que l'échec scolaire et le redoublement sont les principaux facteurs de décrochage scolaire. Je vous prie donc ardemment de tout faire en votre pouvoir pour corriger la situation à l'école L'Orée des Bois. L'avenir de nos élèves en dépend.

À titre d'auteure primée de la semaine, M^{me} Pitre recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume Cent ans d'actualités à La Presse.

Les employés du transport en commun ont la vie dure

PHILIPPE MOREAU

L'auteur est un ex-employé étudiant à la STCUM.

UNE LETTRE D'OPINION parue dans *La Presse* du dimanche 10 septembre a retenu mon attention. Un usager du transport en commun, M. Robert Davidson, se plaignait du fait que la STCUM, à son avis, offrait un service de piètre qualité. Pour illustrer son propos, M. Davidson nous rappelait avec nostalgie l'époque du chauffeur d'autobus qui vendait des titres de transport et attendait les clients avec le sourire. Ce portrait touchant du transport en commun durant les jeunes années de M. Davidson contraste bien sûr avec la mauvaise humeur plutôt habituelle des employés actuels de la STCUM. Je suis donc d'accord avec lui sur ce point : le service se dégrade. Mais là où je diffère totalement d'opinion, c'est sur la part de responsabilité des employés dans cette déliquescence du service à la clientèle dans le transport en commun montréalais. Je sais de quoi je parle, j'ai moi-même été embauché à la STCUM comme guichetier-étudiant. Ce que j'y ai vu me fait prendre position complètement pour les chauffeurs d'autobus et les guichetiers dans le métro. Je m'explique.

Moi aussi, avant d'avoir travaillé à la STCUM, je considérais les employés de cette compagnie comme des gens constamment de mauvaise humeur, l'air toujours grognon, ayant la mine austère et l'attitude d'un gardien de prison. Je trouvais que pour une quarantaine de dollars par mois, j'avais bien peu de service. Puis, vint l'été 98, où moi aussi je mis pour la première fois l'habit bleu poudre. J'étais disposé à donner un service à la clientèle impeccable. Trois semaines plus tard, j'avais adopté la même attitude grincheuse que mes consocoeurs et confrères avec certains clients. Où étaient donc passées mes bonnes résolutions, moi qui n'étais encore qu'un usager trois semaines plus tôt ?

Il faut avoir vécu dans un habit bleu poudre, M. Davidson, pour comprendre pourquoi les employés de la STCUM donnent par-

fois un mauvais service à la clientèle. En trois années, je ne compte plus les fois où l'on m'a envoyé promener, chez le diable, ch..., et j'en passe. Je ne veux pas laisser passer un client qui n'a pas encore d'argent comme la semaine passée et la semaine d'avant et la semaine d'avant encore ? Je me fais menacer de blessures physiques lorsque je sortirai de la loge ; je me fais traiter de tous les noms ; je suis un sans-cœur, un « hostie d'fonctionnaire sans jugement », bref, un moins que rien. Pourquoi ? Parce que je ne veux plus laisser passer cet homme qui n'a jamais d'argent et qui croit que le métro, c'est gratuit. Vous vous récriez que les tarifs augmentent sans cesse. Pourrait-il en être autrement avec la baisse des subventions gouvernementales et le nombre bien plus important que l'on pense de clients qui harcèlent littéralement les employés pour passer une énième fois gratuitement, sans compter les « sauteurs » ? Je m'excuse, mais devant les menaces de coups physiques et la pluie d'injures que l'on essuie à chaque fois que l'on refuse quelque'un qui ne veut pas payer, on plie. Personne ne veut se faire blesser ou même perdre la vie pour deux dollars. Mais à force de voir le bon client acquitter sans mots dire le tarif exigé tandis que ce sont toujours les mêmes qui ne payent pas, on devient de mauvaise humeur.

Quand le soir, il n'y a plus de métro dans une direction, rien de plus agréable que de subir la frustration d'un usager qui n'a pas regardé l'heure de passage du dernier train et qui s'en prend donc à vous pour quelque chose qui relève uniquement de sa responsabilité. Je ne parlerai même pas du fameux « tarif réduit » dont peut se prévaloir un usager à condition de présenter la carte qui lui en donne le droit. Il ne s'agit pas seulement de démontrer que l'on a moins de 18 ans ou plus de 65 ans. Il y a d'autres conditions à respecter, dont celle d'aller à l'école pour les moins de 18 ans, et d'être résident de Montréal, Laval ou de la Rive-Sud. Or, à chaque fois, c'est la guerre. Non, l'apparence n'est pas une preuve que vous avez moins de 65

ans, madame ! Non, rien ne me prouve que vous allez encore à l'école, monsieur ! Pourtant, sans carte d'adhésion à un club vidéo, on ne vous permettra jamais de sortir de là avec une vidéocassette ! Or, à la STCUM, il faudrait croire tout le monde sur paroles, sans jamais rien exiger de preuves d'âge, de preuve de résidence, etc. Ça aussi, ça use la bonne humeur M. Davidson, surtout quand vous êtes sûr que le mineur devant vous vous ment en pleine face et qu'il a plus de 18 ans ou que la personne âgée qui vous engueule depuis une demi-heure à bien plus la vigueur d'une femme de 55 ans que d'une grand-mère septuagénaire. On ne peut demander à un employé de faire preuve d'une humeur toujours égale quand une de nos tâches est de faire payer le juste tarif. Ça peut se faire, mais au prix d'engueulades épiques dont le but est de payer 1 \$ au lieu de deux.

Je n'écris pas cette lettre pour que l'on plaigne les guichetiers et les chauffeurs. Je l'écris pour que l'on se rende compte tout simplement que la clientèle a une lourde part de responsabilité dans cette air d'hébété et de total désintéret, comme vous le rapportiez dans votre lettre. Si le chauffeur qui attendait votre grand-mère, il y a quelques années, ne le fait plus, c'est peut-être parce qu'il s'est fait crier à plusieurs reprises « d'arrêter d'attendre les p'tits vieux et de rouler ». S'il se conduit en cow-boy, c'est peut-être aussi parce que plus personne ne respecte la priorité de l'autobus dans les changements de voie.

La société a changé. Pour le mieux dans certains cas, mais certainement pas dans celui du civisme et des rapports humains. Cette dégradation ne peut que se répercuter dans les rapports entre clients et employés du transport en commun. La faute ne peut être d'un seul côté. Pour les avoir rencontrés non pas comme usager mais comme collègue de travail, je peux vous assurer, M. Davidson que cet air grincheux qui rend toute transaction aussi pénible que de renégocier son hypothèque n'est pas naturel mais bien imposé par les conditions du métier.

Une erreur

PIERRE MEURICE

L'auteur réside à Côte-Saint-Luc

DANS UN ARTICLE de *La Presse* de lundi dernier rapportant les travaux du « Parlement des Sages », on évoquait la possibilité d'une rétribution des bénévoles. L'idée part de bons sentiments et, bien sûr, beaucoup de bénévoles à revenus modestes l'apprécieraient particulièrement.

Je fais plusieurs centaines d'heures de bénévolat par an pour diverses causes. Et malheureusement, j'entrevais plusieurs raisons militant contre cette initiative, au moins dans la forme où elle est présentée.

En premier lieu, je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'organisations dont le budget permette un paiement quelconque. Il faudrait donc que cela soit assuré par une source gouvernementale, ce qui paraît plutôt hypothétique... De plus, une rémunération quelconque modifierait sans aucun doute les rapports organisations/bénévoles et dans certains cas bénévoles/bénéficiaires, et exposerait les organisations tantôt à un droit de regard ou pire de la part du gouvernement, tantôt à des compressions budgétaires qui risqueraient de démotiver des gens jusqu'alors rémunérés.

En second lieu, il y a des cas (l'accompagnement de mourants, par exemple) où le bénévole, pour être efficace, doit chercher à établir une forme d'amitié et d'intimité avec le patient. Un ami peut-il être rémunéré pour venir vous voir ? On m'a souvent dit, au contraire : « Une chose que j'apprécie particulièrement, c'est de savoir que vous venez me voir parce que vous le voulez, et non par obligation. » Dès que de l'argent serait en jeu, ce genre de relation serait compromis. Je crois donc qu'il faut éviter la rémunération, puisque en fin de compte le bénévole... cesserait d'être vraiment bénévole.

En revanche, on pourrait envisager que les heures (à partir d'un minimum, peut-être 100 par an) certifiées par une organisation reconnue donnent droit à une déduction ou à un crédit d'impôt. Dans la mesure où il n'y aurait pas alors de lien direct entre cela et telle heure passée avec telle personne, je ne crois pas qu'il y ait d'inconvénient.

La société et les gouvernements reconnaîtraient ainsi le travail offert, et les bénévoles à budget très serré y trouveraient une aide concrète et méritée.

Le CAA-Québec recommande une banque étrangère

JACQUES LAROCHELLE

L'auteur habite Sainte-Foy.

PAR LE BIAIS d'un feuillet publicitaire enveloppant le dernier numéro de sa revue *Touring*, le CAA-Québec se lance dans la promotion d'une carte de crédit offerte par la succursale canadienne d'une banque américaine, la MBNA. Le choix de cette institution soulève selon moi de sérieuses questions auxquelles le CAA-Québec devrait répondre publiquement s'il veut préserver son image de défenseur des consommateurs québécois.

Il est bien connu que les banques imposent aux marchands qui acceptent leurs cartes de crédit des frais dont le taux équivaut à 2 ou 3% du montant des achats. Donc, pour chaque achat de 1000\$ payé avec une carte émise par une institution étrangère, de 20 à 30\$ quittent le pays avec bien peu de chance d'y revenir sous forme d'investissement. À combien s'évalue la perte pour l'économie locale lorsqu'un Québécois se sert d'une carte offerte par la MBNA ?

On peut supposer que, malgré les récents progrès des techniques informatiques, la gestion des cartes de crédit demande quand même une certaine main-d'oeuvre. On peut également penser qu'une grande banque américaine a déjà tout le personnel qu'il lui faut pour gérer les fichiers comptables de ses clients canadiens. À combien s'élève le nombre d'emplois réguliers créés directement au Québec (ou même au Canada) par la MBNA pour gérer les achats faits par les Québécois ?

Le formulaire de demande de la carte MBNA fourni par le CAA-Québec comporte des déclarations comme: « Je vous autorise à vous procurer un dossier de crédit ou tout renseignement personnel pertinent auprès de n'importe quelle source » et « Je consens également à l'utilisation et à la divulgation de tels renseignements à toute fin non interdite par loi ». (La seconde déclaration est toutefois révoque par lettre pour celui qui comprend que « Mon consentement à l'égard de l'utilisation des renseignements personnels (...) est facultatif »). Comment le CAA-Québec peut-il cautionner de semblables atteintes à la confidentialité des renseignements personnels ?

À défaut de réponses précises qui justifieraient le choix de la MBNA — et on imagine mal que le CAA-Québec n'ait pas évalué sérieusement la situation avant d'émettre sa recommandation —, il faudra se demander si *Touring*, et à la limite le CAA-Québec, ne sont pas devenus de simples vitrines publicitaires pour leurs nombreux partenaires commerciaux.

Car si le bien-être économique des consommateurs québécois faisait encore partie de ses préoccupations, on se serait plutôt attendu à ce que le CAA-Québec invite formellement ses membres à n'utiliser que des cartes de crédit délivrées par des institutions qui investissent et créent de l'emploi dans leur région immédiate. C'est en effet là l'un des moyens qu'ont les citoyens pour contraindre la fuite des profits et capitaux qui fait que, malgré une balance commerciale largement favorable, le pays n'a pas une meilleure santé économique.

Du mépris ?

MICHEL FRANKLAND

L'auteur réside à Montréal.

UNE DE MES FILLES revient de son travail tard en soirée. Elle demande gentiment au chauffeur d'autobus de lui permettre de descendre au feu rouge tout près de notre résidence. Elle se sent d'autant plus à l'aise de faire cette demande que la lumière est rouge. Ce service spécial est normalement destiné à la clientèle féminine après 21 h, pour des raisons évidentes de sécurité. Mais le chauffeur ne lui répond même pas. Elle réitère sa demande. Pas de réponse. Il est peut-être perdu dans ses pensées. Elle lui touche l'épaule et reformule sa demande. Le chauffeur reste muet. Elle descend à l'arrêt officiel, désarçonnée devant un tel mépris des clients.

Elle en parle à un ami qui travaille à l'entretien de la STCUM : « Voyons donc ! T'as pas saisi ? Les fonctionnaires de la STCUM veulent se rendre sans heurts à la retraite ; ils vont affirmer à la télé mettre tout en oeuvre pour produire le meilleur service, mais dans la vraie vie, ils n'osent pas déranger les syndiqués. C'est même une farce de voir comment les chauffeurs s'en fichent : « Tu as accumulé 12 plaintes des usagers contre toi ; moi je te bats, je suis rendu à 14 !. »

Plusieurs de nos fonctionnaires manquent de cœur, de nerf. Leur objectif ne réside pas d'abord dans la prise en main de leurs responsabilités, mais dans l'assurance de leur bien-être. Il est vrai que le code du travail est rédigé d'une telle manière qu'il protège le syndiqué... de la prise en charge de ses responsabilités. À quand la réforme du Code du travail ? Devons-nous pour cela changer de gouvernement, ou espérer que monsieur Bouchard mette au pas la gogache du Parti ? Ou élire Michel Prescott au plus vite ?



La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF



PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse ©

Shih-En ne sait pas encore ce qu'il va faire plus tard. De la physique, peut-être. Ou de la finance et de l'économie : « Ce serait bien de pouvoir régler certains problèmes de manque d'argent, dans la Santé par exemple. » Un rêve ambitieux, mais Shih-En Lu sait se donner les armes pour régler les problèmes.

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 17 SEPTEMBRE 2000

Shih-En Lu

JEAN-PAUL SOULIÉ

PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse ©

L'année scolaire 2000-2001 vient de commencer. Professeurs et élèves ont fait connaissance, les conseils étudiants sont formés. Au collège Jean-de-Brébeuf, dans le couloir des secondaires V, baptisé Allée des finissants, trois plaques commémoratives ont été accrochées. Elles témoignent des exploits d'un ado qui s'est particulièrement distingué l'an dernier, à la fin de son secondaire IV. Shih-En Lu a 15 ans. Il ne parlait que le mandarin et quelques mots d'anglais quand il en avait cinq. En juin dernier, il a remporté plusieurs prix dans des concours de très haut niveau pour ses connaissances en latin, en histoire et en mathématiques. Élu au conseil étudiant de secondaire V, c'est un grand garçon calme, qui s'exprime avec beaucoup d'aisance et de gentillesse dans un français rigoureux. Et c'est pour souligner ces qualités autant que pour les places d'honneur qu'il a remportées dans des concours prestigieux que *La Presse* nomme Shih-En Lu **Personnalité de la semaine**.

Shih-En Lu est né en 1984 à Taipei, à Taiwan. Ses parents ont quitté la Chine communiste et la province du Chantoung, au sud de Pékin, pour l'île de Formose. Sa mère est venue s'installer au Québec quand il avait cinq ans. Son père travaille toujours à Taiwan, pour une banque. Shih-En retourne là bas tous les étés pour un mois et demi de vacances. Son parcours scolaire ici a été fulgurant. « Quand je suis arrivé à l'école Notre-Dame-de-Grâce, en classe d'accueil, je savais seulement dire «bonjour» en français. À six ans, je suis entré en première année à Saint-Léon, à Westmount. En deuxième année, après un mois d'école, on m'a fait monter en troisième : j'étais un peu plus fort que les autres en calcul. Déjà à Taiwan, j'avais fait du calcul mental. J'allais plus vite que les autres. J'ai sauté une année. Et on m'a fait entrer, à Saint-Léon toujours, dans les rangs de l'École internationale de Montréal. » C'est là qu'il termine son primaire. Il entre ensuite au secondaire à Brébeuf.

Shih-En estime son anglais un peu moins bon que son français. « C'est en première et deuxième année du secondaire que j'ai acquis des connaissances en grammaire française. Mais, pour les présentations orales, c'est en secondaire IV que ça a débloqué : avant, j'étais timide. »

Dans sa famille, à Westmount, Shih-En ne parle que le mandarin : sa mère ne parle que cette langue, et un peu de taiwanais. Il va tous les samedis étudier la langue de ses ancêtres à l'École chinoise. « On fait aussi des mathématiques, mais en chinois. Ce sont deux manières de voir la matière, deux angles. Ça aide à la créativité mathématique », dit-il. Pour lui, même pour les questions de concours très difficiles, souvent des choses jamais vues en classe, le problème consiste à trouver les étapes à suivre. En mathématiques comme en latin. « À Brébeuf, nous avons le cours de latin

le plus complet du Québec : quatre heures par semaine. C'est un peu comme les mathématiques. Il y a plusieurs interprétations possibles : il faut choisir, mais avec des mots au lieu de variables et de chiffres. Il faut chercher le chemin, l'interprétation. »

Ces démarches, qu'il détaille avec calme et précision, l'ont amené à remporter un premier prix canadien de version latine, dans une compétition organisée par l'Université Dalhousie, à laquelle participaient toutes les écoles secondaires du Canada, y compris des élèves de *high school* de 13^e année âgés de 18 ans. C'était en juin dernier. Il a aussi obtenu une médaille d'or au Défi invitation 2000 de l'Université de Waterloo, se classant dans les six ou sept premiers au Canada. Et pour l'année 1999-2000, il a remporté le premier prix d'histoire du gouverneur général pour le Collège Brébeuf.

En 1998-99, Shih-En s'était classé premier au concours Pascal pour le collège Brébeuf, et premier au Québec. « J'ai fait une erreur au concours canadien, avouet-il avec un sourire d'excuse. J'ai été seulement 21^e sur 32 000 participants. » Au concours de l'École chinoise, il se classait premier.

En 2000, au concours de mathématiques du Québec, il obtient la note parfaite, ex aequo avec un élève du collégial anglais. C'est la première fois dans les annales du concours que la note parfaite est attribuée.

Des professeurs qui l'ont marqué, au collège Brébeuf, il y en a plusieurs, mais il retient surtout M^{me} Danielle Beaudoin, en maths., en secondaires III et IV. « Elle explique tellement bien ! Tous les autres vont être d'accord ! » Et en français et latin, en secondaire II, il n'oubliera jamais M^{me} Micheline Gravel, tellement exigeante. Il détaille la masse considérable de travaux qu'elle donnait à ses classes et conclut avec un sourire ravi : « Moi, j'aimais ça ! » Shih-En se trouve pourtant un peu « paresseux » en sports, et maladroit. Mais il joue aux échecs, et surtout au go, à l'École chinoise. Il lit et écrit « assez bien » le mandarin, et cette année, il a passé trois semaines au Japon, où il n'a pas été trop dépaycé.

« J'aime beaucoup la liberté dont nous jouissons ici, au collège, dit-il. Ça nous donne beaucoup d'autonomie, une bonne préparation pour l'université. »

En juin dernier, il a remporté plusieurs prix dans des concours de très haut niveau pour ses connaissances en latin, en histoire et en mathématiques.

BOP01PROMO
Not Found

Salut
Bonjour

Du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35,
Guy Mongrain s'entretient avec
la personnalité **La Presse** de la semaine.